

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 552
Févr.-Mars-Avril 2024

61^e année - 1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Les paysans luttent pour défendre leurs intérêts patronaux
- L'émancipation des femmes ne se produira jamais dans la société capitaliste
- Manouchian au Panthéon
- « Fake news » et démocratie
- L'Ukraine, Corée du XXI^e siècle ? (fin)
- Italie. Dans la société du capital, le travail est une condamnation à mort
- Le 24 janvier, grève générale en Argentine
- Grève de la Fonction Publique au Québec

Les impérialismes occidentaux complices et partenaires de l'Etat israélien et de ses crimes

Dès le lendemain de l'attaque du Hamas le gouvernement français comme ses homologues occidentaux a claironné qu' « Israël a le droit de se défendre » ; fort de ce feu vert le gouvernement israélien a déclenché son attaque bestiale sur la bande de Gaza ainsi que des raids meurtriers en Cisjordanie et des bombardements au sud Liban et en Syrie. Sans le soutien militaire direct et massif des impérialismes occidentaux Israël n'aurait pu mener ses actions, du moins à cette échelle et aussi longtemps : selon certains analystes militaires ce soutien aurait été multiplié de 10 à 30 fois depuis l'attaque du Hamas (1) – signe de l'importance fondamentale d'Israël et du Moyen-Orient pour ces Etats.

Ce sont bien sûr les Etats-Unis qui traditionnellement assurent de loin la plus grande partie de ce soutien (de 2013 à 2022 près de 70% des importations israéliennes d'armes en provenaient), qui ont fourni le plus gros contingent ; les chiffres réels ne sont pas accessibles, mais selon un quotidien israélien, de-

(Suite en page 8)

Le capitalisme s'arme toujours plus Il faut le combattre par la guerre de classe !

Comme toujours, l'industrie de l'armement fait des affaires en or sur la peau des milliers de morts dans les guerres que les États impérialistes ne cessent de provoquer. Avec le développement de l'impérialisme, les dotations militaires sont devenues un point central de la politique extérieure des États bourgeois, tant dans les achats que dans les ventes.

Les médias français ont enregistré avec satisfaction que selon le dernier rapport du SIPRI (institut suédois de recherche sur la production et la vente des armes dans le monde) la France serait passée au deuxième rang mondial des pays exportateurs d'armes sur la période 2019-2023, juste

devant la Russie.

Il va sans dire que les États-Unis sont toujours les plus grands exportateurs d'armes, en particulier vers les pays européens et Israël. En 2023, les exportations d'équipements militaires américains, par rapport à 2022, ont augmenté de 16%, pour atteindre un total de 238,4 milliards de dollars. Les armes américaines sont à destination principalement de l'Allemagne et la Pologne. L'Allemagne, bien qu'elle compte sur l'une des plus grandes industries d'armement au monde – Rheinmetall (qui a vu sa cotation boursière augmenter de 244 % au cours des deux dernières années 2022-2023), est

(Suite en page 2)

Amadeo Bordiga Lénine sur le chemin de la révolution (extraits)

Pour commémorer l'œuvre de Lénine (mort en janvier 1924 d'un AVC après de longs mois d'affaiblissement), Bordiga tint une conférence à la Maison du Peuple de Rome, le 24 février 1924. Cent ans plus tard ce texte dont nous publions des extraits est une réponse à tous ceux qui dénigrent derrière la figure de Lénine, la révolution prolétarienne et le marxisme. Le texte complet a été publié sur notre *brochure Le Prolétaire n°21*, disponible à notre adresse.

LE RESTAURATEUR DE LA THEORIE MARXISTE

Nous considérons tout d'abord son œuvre comme restaurateur de la *doctrine philosophique du marxisme ou, pour mieux dire, de la conception générale de la nature et de la société appartenant au système de connaissances théoriques du prolétariat révolutionnaire* : celui-ci n'a pas seulement besoin en effet, d'une opinion sur les problèmes de l'économie et de la politique : il lui faut prendre position sur tout

l'ensemble des questions ci-dessus.

A un certain moment de l'histoire complexe du mouvement marxiste apparut une école philosophique qui entendait soumettre à révision le matérialisme dialectique marxiste afin de donner au mouvement ouvrier une base philosophique idéaliste et presque mystique. Cette école prétendait faire admettre aux marxistes que les philosophies néo-idéalistes modernes avaient « dépassé la philosophie matérialiste et scientifique.

(Suite en page 9)

Le capitalisme s'arme toujours plus Il faut le combattre par la guerre de classe !

(Suite de la page 1)

l'une des principales usines de canons, de chars et de bombes – a signé des contrats avec les États-Unis pour les hélicoptères CH-47F Chinook (8,5 milliards de dollars) et les missiles air-air à moyenne portée AIM-120C-8 (3 milliards de dollars). La Pologne a signé un accord avec les États-Unis pour 30 milliards de dollars (hélicoptères AH-64E Apache, systèmes de missiles d'artillerie à grande portée – utilisés par Kiev pour frapper le territoire russe –, systèmes de commande intégrés pour la défense antiaérienne et antimissile, chars M1A1 Abrams). Et puis il y a la République tchèque (avions F-35 et munitions pour 5,6 milliards de dollars), la Bulgarie (avions Stryker pour 1,5 milliard de dollars), la Norvège (hélicoptères multi-missions MH-60R pour 1 milliard de dollars) et ainsi de suite pour les autres pays européens membres de l'OTAN.

En ce qui concerne l'Ukraine, la Maison-Blanche, depuis le début de la guerre russo-ukrainienne, a déjà soutenu militairement Kiev à hauteur de 44,2 milliards de dollars et elle est en train de discuter d'un nouveau paquet de 60 milliards de dollars qui prévoit des fournitures militaires non seulement à l'Ukraine, mais aussi, à l'occasion de la nouvelle guerre au Moyen-Orient, à Israël.

Sur les cinq années 2019-2023, les États-Unis représentaient 42 % des exportations mondiales d'armes (part en augmentation de 17% sur les 5 années précédentes) et leur marché était constitué de 100 pays, d'abord l'Arabie Saoudite, puis le Koweït, le Qatar, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni, etc. La France était à deuxième place avec 11 % de part mondiale (plus 47% !), les premiers débouchés étant l'Inde et le Moyen-Orient. La Russie occupait la troisième place, avec elle aussi 11% de la part mondiale ; avec la guerre en Ukraine, elle a dû enregistrer une forte baisse de ses exportations d'armes : -53%, mais ses principaux débouchés restent l'Inde, la Chine, l'Égypte et l'Algérie. Puis c'est autour de la Chine – qui dépasse de très peu l'Allemagne – avec 5,8% (-5,3%) ; son marché principal est le Pakistan (61% de ses ventes), suivi du Nigeria, du Bangladesh, de la Birmanie, etc. Vient ensuite l'Allemagne, avec 5,6 % des exportations mondiales (-14%). Les Allemands exportent principalement des

sous-marins vers l'Asie et l'Océanie, mais leur premier client est l'Égypte. Pour l'Italie, sixième exportateur mondial d'armes avec 4,3% (augmentation record de 86%), le principal marché est également l'Égypte, suivie du Qatar, de la Turquie, du Koweït et du Turkménistan. Viennent ensuite le Royaume-Uni, avec 3,7 % de part mondiale (-14%), qui vend également principalement au Moyen-Orient, en Arabie saoudite et au Qatar, puis en Inde ; l'Espagne avec 2,7% occupe la huitième place du classement mondial des exportations d'armes et ses principaux marchés sont l'Australie, la Belgique et les États-Unis. Israël est au neuvième rang (2,4%) ; ses principaux marchés sont l'Inde et les États-Unis. Avec 2 % de la part mondiale, la Corée du Sud, dont les principaux débouchés sont les Philippines, suivis de l'Inde, de l'Indonésie, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande ferme le top dix des fabricants mondiaux de massacres.

Les cinq premiers exportateurs mondiaux d'armes couvrent 75% du marché mondial et ont encaissé en moyenne 85 milliards de dollars par an au cours des quatre dernières années. Au cours de la même période, les conflits armés ont causé la mort de dizaines de milliers de civils, fait 90 millions de déplacés dans le monde et affamé 117 millions de personnes dans 19 pays.

On ne peut pas parler d'armements en excluant les armes atomiques. Selon les dernières estimations de la Federation of American Scientists (FAS, ONG américaine née en 1945), en 2022, le nombre total d'ogives nucléaires à la disposition des armées aurait été de 9.440, dont environ la moitié se trouvait dans les arsenaux russes (4.477), suivis des États-Unis (3708), puis de l'Europe : France (290) et Royaume-Uni (180) ; au Moyen-Orient, la seule puissance atomique est Israël (90), mais on sait que l'Iran n'est pas très éloigné de disposer lui aussi d'armes atomiques, tandis qu'en Asie, il y en a quatre : Chine (350), Pakistan (165), Inde (160) et Corée du Nord (20).

Par rapport à la situation qui prévalait entre les années 60 et 80, il n'y a pas de comparaison : l'U.R.S.S. avait à elle seule plus de 40 000 ogives nucléaires et les États-Unis plus de 31 000. Le développement des technologies militaires liées à la fabrication, au transport, à l'installation d'armes nucléaires, aux systèmes de riposte automatique, etc. – en arrivant à ce que l'on a appelé les « ar-

mes nucléaires tactiques », dont on peut contrôler, dans une certaine mesure, l'effet de destruction – permettait de disposer d'armes moins nombreuses mais plus utilisables et plus efficaces, passant ainsi – après les effets des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki – d'une fonction presque exclusivement dissuasive à un usage plus pratique sur le champ de bataille.

En outre, la technologie militaire a atteint des niveaux de massacre potentiels même en l'absence de bombes atomiques : il suffit de penser aux bombes chimiques, aux bombes au phosphore utilisées par les Américains en Irak, aux bombes incendiaires ou à fragmentation utilisées par les Américains et les Britanniques en Bosnie, au Kosovo et en Serbie (ainsi que dans la guerre actuelle en Ukraine), aux projectiles à l'uranium appauvri pour lesquels non seulement les civils et les soldats « ennemis » sont tombés malades et sont morts, mais aussi les « nôtres » envoyés là-bas en « mission de paix »

Les bourgeoisies de tous les pays, et surtout les bourgeoisies impérialistes, utilisent la propagande de l'horreur pour terroriser les armées ennemies et les populations impliquées dans leurs guerres, et elles utilisent la propagande du terrorisme nucléaire pour soumettre surtout les prolétaires de leur propre pays et des pays « ennemis » aux exigences de plus en plus « vitales » du capitalisme, pour lesquelles il devient de plus en plus « nécessaire » d'investir des milliards pour moderniser leurs forces armées, pour les renforcer et les rendre toujours plus efficaces, aussi bien dans les techniques militaires que dans les équipements et les armements. La guerre n'est plus une exception, elle est présente constamment, elle fait partie de la vie quotidienne des populations directement et indirectement impliquées, qu'elles le veuillent ou non. **Le capitalisme c'est la guerre** : guerre de la concurrence, guerre de l'information, guerre économique, guerre financière, guerre monétaire, et guerre tout court. Les contradictions du système économique et social capitaliste sont destinées à s'amplifier, à devenir de moins en moins prévisibles, à s'accumuler en quantité et en qualité ; elles brisent sans cesse les équilibres temporaires par lesquels la politique bourgeoise, dans tous les pays, tente de mettre sa « forteresse » économique et sociale à l'abri des conséquences les plus désastreuses de ces contradictions.

Une force **extérieure** au capitalisme, capable de s'opposer frontalement aux conséquences de son mode de production, à ses contradictions, à ses guerres, n'existe pas : ni force surnaturelle,

ni dieu, ni pouvoir spirituel qui surgiraient en dehors du capitalisme. Les contradictions du capitalisme ne sont pas créées en dehors de son système économique et social, elles sont toutes internes au capitalisme. C'est pourquoi elles ne peuvent être résolues que par des forces réelles, matérielles, existant à l'intérieur même du capitalisme, qui ne sont rien d'autre que les forces productives que le capitalisme lui-même a créées et développées dans une société où deux puissantes classes sociales s'affrontent: la **classe bourgeoise**, qui domine aujourd'hui le monde entier, et la **classe du prolétariat**, des salariés, dont la classe bourgeoise tire de l'exploitation économique et sociale sa domination. Une domination qui demeurera incontestée jusqu'à ce que, comme cela a été le cas au cours des siècles passés, les contradictions mêmes de la société actuelle, exerçant une pression irrésistible sur les formes économiques, sociales et politiques que la bourgeoisie s'efforce frénétiquement de renforcer après chaque crise, détruisent la structure d'acier dans laquelle elle tient captives les forces productives du monde entier.

Alors, comme dans une gigantesque éruption volcanique, les forces vives de la société, les forces productives représentées par le prolétariat, seront poussées à ouvrir une brèche dans la structure d'acier bourgeoise : plus les contradictions sociales se seront accumulées, plus la force éruptive du prolétariat brisera puissamment toutes les barrières avec lesquelles la classe bourgeoise tentera d'entraver et d'arrêter la marée rouge révolutionnaire. Oui, révolutionnaire, car la même force productive que la bourgeoisie a créée en l'expropriant de toute réserve, de toute propriété, de tout droit, de toute liberté, pour pouvoir l'exploiter comme force de travail salariée jusqu'à la mort, sera la force sociale qui transformera la guerre de concurrence, la guerre de l'information, la guerre économique, la guerre financière, la guerre monétaire, la guerre menée dans le seul but d'opprimer les nations et les populations, en **guerre de classe**, en une guerre qui n'aura plus pour but de faire prévaloir certaines puissances impérialistes sur le reste du monde ; elle n'aura plus pour but de redonner vie au capitalisme, après qu'il ait ravagé la moitié du monde, pour que re-

commence une nouvelle période de tourment pour les milliards de prolétaires qui peuplent la planète, mais de révolutionner de fond en comble la société actuelle, de telle sorte que la nécessité vitale ne soit plus l'exploitation de l'homme par l'homme, mais la liberté de vivre dans une société positive et harmonieuse.

Et alors il n'y aura pas de bombe atomique qui puisse arrêter le mouvement volcanique du prolétariat mondial : dans la guerre de classe, il y aura sans doute des morts, mais pour que l'espèce humaine jouisse pleinement de la vie et non pour qu'elle soit condamnée à des massacres continuels.

(1) https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-03/fs_2403_at_2023.pdf

(2) une enquête de « l'Observatoire Militaire » italien rapportait ces données : militaires morts 366, malades 7.500 ; aucune reconnaissance ni indemnisation de la part de l'État italien, sauf pour quelques uns et après de nombreuses procédures judiciaires. Cf. « Uranio impoverito : colpa di stato », *balcanicaucaso.org*, 6/5/19.

Les paysans luttent pour défendre leurs intérêts patronaux auprès des Etats nationaux. Les prolétaires devront entrer en lutte dans tous les pays contre les patrons et les Etats bourgeois !

Au bout d'une quinzaine de jours de mobilisation marqués par des barrages routiers, des manifestations diverses, la menace de bloquer Paris, la tentative d'occuper le marché de gros de Rungis, etc., le mouvement des agriculteurs français s'est terminé à l'appel des principaux syndicats : la FNSEA – Fédération des Exploitants Agricoles – qui représente le tout puissant lobby agraire (son président Arnaud Rousseau, gros propriétaire foncier est le dirigeant d'« Avril » grand groupe agro-industriel et d'une quinzaine d'entreprises) et la Coordination Rurale, proche de l'extrême droite ; le gouvernement a largement donné satisfaction aux revendications formulées par ces syndicats, notamment le maintien de la détaxe du gazole agricole, l'arrêt du plan visant à diminuer l'usage des pesticides qui empoisonnent les populations, la levée des contraintes environnementales et administratives, le versement rapide des indemnités à la suite des catastrophes récentes et des subventions européennes, un contrôle des prix payés par la grande distribution aux producteurs pour garantir un revenu à ces derniers

(loi « Egalim »), etc.

Un troisième syndicat, la Confédération Paysanne – opposé à l'« agrobusiness » de la FNSEA et proche des « altermondialistes » – a tenté en vain de poursuivre le mouvement.

Outre la France cette agitation paysanne a déjà touché et touche une bonne partie des pays européens : Hollande, Pologne, Allemagne, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Grèce, Belgique, Suisse, Italie, Espagne, Portugal, Slovaquie. dans tous ces pays il y a parfois des points spécifiques, mais ceux qu'on retrouve partout sont liés à l'inflation des prix des carburants et des intrants (engrais, etc.) aux contraintes pour réduire (un peu) les atteintes à l'environnement alors qu'une augmentation de la concurrence entraîne une pression sur les prix de vente, diminuant la rentabilité des exploitations au point parfois de mettre en péril leur viabilité.

En particulier l'Union Européenne a exempté les produits agricoles ukrainiens de droits de douane depuis le début de la guerre, les exportations agricoles étant la première source de devises pour Kiev :

il faut bien que l'Ukraine ait des ressources suffisantes pour payer les armes occidentales et rembourser les prêts « généreusement » accordés ! Mais l'Ukraine, où la production agricole pour l'exportation est le fait de gigantesques exploitations aux coûts de production très bas, alors que la majorité des paysans survivent sur des petits lopins, est un géant agricole et le boom de ses exportations agricoles vers l'Europe (+176% en volume entre 2021 et 2023) a déstabilisé certains secteurs (volaille, miel, sucre notamment). Cependant les agriculteurs se plaignent aussi de la concurrence d'autres pays extra-européens, ce qui explique leur opposition aux traités de libre-échange et même de pays européens !

En réalité dans des périodes de difficultés économiques, la concurrence s'exacerbe et la crise entraîne la chute des entreprises les plus faibles : c'est une loi du capitalisme à laquelle ne peuvent échapper les entreprises agricoles. L'agriculture européenne est devenue une des premières au monde et le

(Suite en page 4)

**Les paysans luttent
pour défendre
leurs intérêts patronaux
auprès des Etats
nationaux.
Les prolétaires devront
entrer en lutte
dans tous les pays
contre les patrons et les
Etats bourgeois !**

(Suite de la page 3)

premier exportateur mondial, grâce aux subventions qu'elle reçoit dans le cadre de la PAC (Politique Agricole Commune) ou directement des Etats respectifs. Ces subventions ont permis d'accroître le développement capitaliste de l'agriculture en favorisant la concentration des terres et la mécanisation des exploitations.

Le résultat est qu'aujourd'hui en moyenne 29% des revenus agricoles dans l'Union Européenne viennent des subventions ; mais ce chiffre se monte à 45% en Allemagne, à 80% en France et jusqu'à 93% en Finlande (hors UE : 70% en Suisse et 82% en Norvège). En France le chiffre pourrait atteindre les 100% dans certaines filiales comme l'élevage des bovins! Ces aides massives qui permettent en temps normal de maintenir hors de l'eau les exploitations les moins rentables (tout en assurant aux plus grandes de juteux profits) deviennent insuffisantes en cas de crises économique ou climatique comme la sécheresse en Espagne.

Les médias ont multiplié les reportages sur les difficultés des paysans à avoir un revenu convenable, sur leurs maigres retraites, etc. (en France un quart des paysans vit sous le seuil de pauvreté ; en Roumanie des millions de paysans vivent misérablement sur des terres trop petites pour recevoir des subventions de la PAC) ; mais ils ne parlent jamais de la situation des ouvriers agricoles, souvent soumis à des conditions d'exploitations bestiales, surtout lorsque ce sont des travailleurs immigrés saisonniers.

Comme les prolétaires les paysans sont touchés par la crise économique et sont victimes des soubresauts du capitalisme ; mais en tant qu'« exploitants agricoles » ils ne s'opposent pas au capitalisme, ils ne peuvent que défendre les intérêts patronaux de leurs entreprises (baisse des « charges sociales », etc.), demander le soutien de l'Etat, la fermeture des frontières et la hausse des prix de leurs produits – autant de revendications anti-prolétariennes. Dans

le meilleur des cas certains d'entre eux défendent la perspective d'une « autre » agriculture « non productiviste », respectueuse de l'environnement et de la santé – perspective aussi illusoire que celle d'une société « à visage humain » tant que n'est pas détruit le capitalisme !

Il y a plus d'un siècle Lénine écrivait (1) : « Dans les journaux et les revues populistes on rencontre souvent l'affirmation que les ouvriers et les paysans « travailleurs » forment une seule classe ... Le soi-disant paysan travailleur est en réalité un **petit patron** ou un **petit bourgeois**, qui presque toujours vend sa propre force de travail ou emploie lui-même des salariés. Étant un petit patron, il oscille également en politique entre les patrons et les ouvriers, entre la bourgeoisie et le prolétariat. (...) C'est pourquoi dans tous les pays capitalistes, les paysans, dans leur ensemble, sont restés jusqu'ici éloignés du mouvement socialiste des ouvriers et ils adhèrent à différents partis réactionnaires et bourgeois ». « le paysan

se tue de fatigue, plus que le travailleur salarié. Le capitalisme condamne les paysans à la plus grande des oppressions et à la ruine. Il n'y a pas pour eux d'autre voie de salut sinon l'union avec les travailleurs salariés dans la lutte de classe (c'est-à-dire la voie qui passe par la ruine patronale). Mais pour comprendre cette conclusion, le paysan doit perdre au cours de longues années toute illusion sur les mots d'ordre trompeurs de la bourgeoisie ».

Et les paysans ne pourront le comprendre que si les prolétaires entrent effectivement en lutte pour défendre leurs intérêts propres de classe contre le capitalisme et tous les Etats bourgeois, sans se laisser égarer par les partisans des unions interclassistes et nationalistes, pour l'instauration d'une société sans classes ni marchés, sans frontières ni Etats : le **communisme** !

(1) Pravda, 11,12/6 :1913, cf. Lénine, O.C. tome 19, pp 217, 221.

**L'émancipation des femmes
ne se produira jamais dans la société
capitaliste : ce sera le résultat de la
lutte des prolétaires femmes et
hommes unis dans un même
mouvement de classe révolutionnaire
pour le communisme**

Mis à part une poignée de réactionnaires restés en général silencieux (même Bolloré n'a pas osé s'y opposer ouvertement) tous les bourgeois, de gauche comme de droite, tous les médias (même C8) se sont félicités que la « liberté » de l'avortement ait été « gravée dans le marbre » avec son inscription dans la constitution. Mais dans la réalité les obstacles à l'avortement restent nombreux (maternités et centres IVG de moins en moins nombreux, manque de pilules abortives, etc.) et le grand spectacle démocratique parlementaire n'y changera rien.

Les républiques démocratiques les plus avancées, tout en se glorifiant d'un progrès sans cesse croissant dans les domaines économique et social, technique et scientifique, se vantent d'avoir atteint un niveau de civilisation jamais atteint auparavant, et de posséder le seul mécanisme politique et social – la démocratie en général – capable d'assurer le dépassement de toute contradiction, de toute inégalité, de tout contraste social, sur la base d'une conception idéologique qui place au centre la pleine liberté et l'égalité entre tous les individus, comme entre toutes les nations.

Toutes les Constitutions républicai-

nes contiennent des valeurs idéologiques, politiques et sociales qui justifient les luttes et les guerres pour renverser les obstacles idéologiques, politiques et sociaux que représentent les vestiges des sociétés antérieures, habituellement catalogués comme totalitarismes, autoritarismes, fascismes que l'histoire passée et présente nous a fait connaître et qui subsistent encore aujourd'hui dans différentes parties du monde.

Les bourgeois d'aujourd'hui, comme ceux d'hier et de demain, attachent une valeur historique inestimable à la recherche frénétique du profit, qui est le résultat économique et social de l'exploitation toujours plus intense et bestiale

du travail salarié, non seulement au niveau de l'entreprise ou au niveau national, mais au niveau mondial. La différence entre le XXI^e et le XIX^e siècle réside seulement dans le développement croissant du capitalisme à l'échelle mondiale : un développement qui n'a pas seulement signifié un progrès économique et industriel, mais qui a inévitablement entraîné avec lui, et en aggravant les pires conséquences, les inégalités, les oppressions, les violences, les guerres qui l'ont toujours caractérisé.

La bourgeoisie chante des hymnes au « peuple » ; mais le peuple, en réalité, est constitué de classes sociales antagonistes entre elles : la classe possédante, qui possède tout – terre, industrie, commerce, transport et tout ce qui est produit – et qui en défend la propriété privée par l'intermédiaire de l'État central, et la classe prolétarienne, la classe des salariés, des sans réserves, qui ne possèdent rien et dont la vie dépend exclusivement de l'exploitation de leur force de travail par la classe possédante, la classe capitaliste.

Ce sont les deux classes fondamentales de la société moderne porteuses d'objectifs historiques bien précis : la classe bourgeoise, jadis révolutionnaire, qui a transformé la société féodale en une société supérieure grâce au travail salarié et au développement industriel, et la classe prolétarienne, c'est-à-dire la classe des ouvriers et de tous les travailleurs qui ne vivent que de leur salaire et qui, par leur travail, produisent la richesse de toutes les nations.

Entre ces deux classes principales se situent les demi-classes, les couches de la petite bourgeoisie qui représentent la petite industrie, le petit commerce, la petite propriété foncière et qui couvrent toutes les fonctions et les tâches requises par les entreprises et les administrations publiques, que le développement du capitalisme industriel et financier n'a pas fait disparaître complètement, mais qui, au contraire, surtout en période de crise économique, constituent une base sociale importante pour la reprise de l'économie capitaliste.

C'est pourquoi toute référence au peuple est en réalité un masque de la réalité sociale qui consiste précisément dans l'antagonisme entre la classe bourgeoise dominante et la classe prolétarienne. Cet antagonisme de classe n'a pas été inventé par le marxisme, mais il est le produit historique de la division en classes de la société, à travers laquelle les classes dominantes, qui hier opprimaient toutes les classes subordonnées (paysans, artisans, petite bourgeoisie urbaine), continuent aujourd'hui à opprimer les classes laborieuses. Pourquoi la classe dominan-

te a-t-elle besoin d'opprimer les classes laborieuses ? Parce que la classe dominante, bien qu'étant une minorité, peut exercer sa domination sur toute la société à condition de soumettre par la force à ses exigences les classes dont elle tire la plus-value, c'est-à-dire le profit. Mais l'oppression que la classe bourgeoise exerce aujourd'hui sur la classe prolétarienne n'est pas la seule oppression existante. La bourgeoisie, une fois constituée au niveau national comme classe dominante et ayant ouvert la voie à la concurrence, précisément parce qu'elle tend à dominer le marché (qui est le débouché nécessaire de ses marchandises), défend le régime de la propriété privée et sa domination économique, sociale et, partant, politique, en s'opposant aux autres classes sociales qu'elle soumet à ses propres intérêts de classe. Au sein de ce régime d'oppression principale se développent toutes les autres formes d'oppression qui caractérisent une société divisée en classes, comme l'oppression des femmes ou celle des nations les plus faibles.

Le progrès civil, industriel, culturel de la bourgeoisie n'a nullement surmonté l'oppression des anciens régimes, il l'a au contraire amplifiée et répandue dans le monde entier. Et ainsi, à l'oppression de la femme et des nations les plus faibles, déjà connues autrefois, la bourgeoisie moderne a ajouté l'oppression salariale.

Le développement de la technique industrielle, le développement du commerce et du marché ont accru la nécessité de produire davantage, de produire plus de choses, de les distribuer sur plus de marchés au niveau national et de plus en plus au niveau international. A l'exploitation du travail salarié dans laquelle étaient impliqués les prolétaires masculins s'ajouta, à un certain moment, l'exploitation du travail des enfants et des femmes : toute la famille prolétarienne était ainsi plongée dans l'exploitation capitaliste. Les inégalités salariales, qui s'étaient déjà imposées pour les différences spécialisations industrielles, se sont étendues et accentuées, y compris dans le domaine du travail des enfants et des femmes. Et ainsi, la femme, qui souffrait déjà de l'oppression que la société bourgeoise avait héritée des anciennes sociétés, a vu tomber sur elle une nouvelle oppression, celle salariale. Il est évident que ces oppressions pèsent surtout sur les femmes prolétaires, sur les femmes de la plèbe et de la paysannerie pauvre, alors qu'elles pèsent beaucoup moins sur les femmes qui font partie de la classe bourgeoise dominante.

La société bourgeoise, avec tout son

progrès économique et social, avec toute sa civilisation moderne, avec toutes ses valeurs de liberté, d'égalité, de démocratie, n'a pas su, deux cents ans après la grande révolution bourgeoise française, surmonter les oppressions qui caractérisaient les vieilles sociétés féodales et patriarcales, qui ont pourtant été combattues et vaincues.

La liberté et l'égalité sont restées des mots écrits sur les drapeaux et dans les constitutions, mais elles n'ont jamais trouvé d'application ; et non pas à cause de la mauvaise volonté des bourgeois qui, en tant que révolutionnaires, croyaient vraiment pouvoir les appliquer, mais pour des raisons matérielles bien précises et inexorables : le mode de production capitaliste que la bourgeoisie a considérablement développé après avoir détruit le pouvoir des vieilles classes dominantes ne supportait aucune **liberté** autre que celle du capitaliste d'exploiter la main-d'œuvre salariée pour augmenter le capital, son pouvoir économique et social, dans la lutte concurrentielle contre d'autres capitalistes ; il ne supportait aucune **égalité** qui ne soit dictée par des intérêts économiques temporaires communs avec d'autres capitalistes. La liberté et l'égalité que la bourgeoisie dominante réservait et réserve aux masses exploitées et appauvries ont toujours été des miroirs aux alouettes : des promesses verbales et écrites jamais réellement tenues et appliquées, pour duper les masses exploitées et déshéritées.

Et même quand les bourgeoisies acceptent de faire passer certaines lois (sur le mariage, sur le droit de la famille, sur le divorce, sur l'avortement, sur l'éducation des enfants, sur la santé publique, etc.), sous la pression de manifestations et de luttes économiques et politiques qui mobilisent de grandes masses revendiquant démocratiquement l'application ou la reconnaissance d'au moins certains des droits promis ou consacrés par les constitutions que les classes dominantes elles-mêmes ont pris soin d'écrire, elles le font en essayant de limiter autant que possible ces concessions ; et elles sont toujours prêtes à y revenir par la suite, ou, tout simplement, à les rendre impraticables dans les faits (comme, par exemple, le droit à l'avortement).

Cela montre que la démocratie, la collaboration entre les classes, le « dialogue social », les débats parlementaires, les pétitions, les collectes de signatures, etc., c'est-à-dire toute la série interminable de formes de pression permises par la démocratie bourgeoise

(Suite en page 6)

L'émancipation des femmes ne se produira jamais dans la société capitaliste : ce sera le résultat de la lutte des prolétaires femmes et hommes unis dans un même mouvement de classe révolutionnaire pour le communisme

(Suite de la page 5)

pour obtenir la reconnaissance de droits considérés comme fondamentaux d'une société civile moderne, ne servent nullement à assurer la reconnaissance effective et durable de ces droits. D'autre part, les chartes constitutionnelles consacrent le droit à une vie digne, en toute sécurité, la liberté d'expression et de manifestation de la pensée et mille autres « droits » qui, en réalité, ne sont respectés par la justice bourgeoise qu'en faveur des membres de la grande bourgeoisie.

Qu'en est-il du droit des femmes à ne pas subir de violence, que ce soit à la maison, sur leur lieu de travail, dans les rues ou dans les lieux de loisirs et de divertissement ? Qu'en est-il des mille formes de violence subies par les femmes dès leur plus jeune âge, dans les familles où elles sont éduquées à se soumettre à l'homme, à être dépendantes de l'homme et à se consacrer entièrement aux tâches ménagères et aux soins aux enfants ? Qu'en est-il des femmes qui perdent leur emploi parce qu'elles refusent de céder au harcèlement et aux violences sexuelles de leurs chefs et patrons ? Des femmes qui, en toute liberté de suivre leurs propres sentiments, décident de quitter l'homme avec lequel elles se sont mises ensemble, et qui sont tuées par celui-ci comme s'il s'agissait d'une propriété dont on n'accepte pas qu'elle appartienne à quelqu'un d'autre ? Qu'en est-il des femmes battues et torturées parce qu'elles portent mal un voile ou parce qu'elles n'ont pas cédé à un mariage arrangé ou aux désirs sexuels de leur partenaire ?

L'oppression de la femme dans la société capitaliste moderne est masquée de mille façons ; on pousse la femme vers le carriérisme dans la vie professionnelle, vers un logement familial aisé, vers la course à l'argent, peu importe comment, et dans le même temps, si elle est sans travail, vers le « plus vieux travail du monde », la prostitution. Les politiciens de tous bords dis-

cutent de « quotas de femmes » pour se présenter aux élections, tandis que les intellectuels « à contre-courant » soulignent qu'il y a trop peu de femmes à la tête des entreprises, en particulier dans le secteur public, très peu de chanceliers ou de Premiers ministres, presque aucun président de république, sans parler de généraux ou de chefs d'état-major... Les bourgeois n'ont aucune capacité de voir la réalité de leur société, aveuglés comme ils le sont par leurs propres mensonges. Il n'en reste pas moins qu'ils sont particulièrement sensibles à la perception instinctive du danger d'un mouvement social qui se place sur le terrain d'une confrontation avec le pouvoir politique, comme lors des récentes mobilisations en France. Leur crainte est, au fond, toujours la même : que les mouvements sociaux qui expriment un mécontentement général face à la situation dans laquelle vivent les masses prolétariennes et semi-prolétariennes, débordent les digues politiques et policières érigées pour la défense de l'ordre établi, et aillent vers des épisodes de lutte servant de base non pas à une lutte démocratique, mais à une reprise de la lutte de classe.

En effet, tant que les questions spécifiques à l'oppression des femmes resteront dans le cadre de la « question féminine » et ne concerneront que les femmes, les luttes éventuelles sur ces questions resteront amputées, inévitablement stériles, comme elles l'ont été jusqu'à présent. L'oppression de la femme ne peut être dissociée de l'oppression générale que la bourgeoisie exerce sur l'ensemble de la société et, en particulier, sur la classe prolétarienne. La classe prolétarienne est faite de prolétaires des deux sexes, elle est faite de travailleurs et de travailleuses sont pressés jusqu'à la dernière goutte de sueur et de sang, par un système économique et social qui ne peut survivre que comme un vampire, une énorme machine cannibale qui se nourrit non seulement de l'exploitation d'une grande partie de l'humanité, mais aussi de morts systématiques sur les lieux de travail, dans les rues, dans les habitations, dans les prisons, dans les guerres.

L'émancipation de la femme, soulignait Lénine, ne pourra se faire qu'avec l'émancipation du prolétariat du capitalisme. C'est dans la lutte commune des prolétaires hommes et femmes contre les capitalistes, contre le système économique et social capitaliste, contre le pouvoir bourgeois et son Etat, que l'oppression de la femme pourra trouver la seule réponse réelle pour la surmonter : la réponse de classe. Tant que subsistera le capitalisme, et donc le pouvoir bourgeois,

aucune forme oppressive de cette société ne sera vaincue.

Les femmes prolétaires, plus que les femmes en général, sont appelées à se placer sur le terrain de la lutte de classe, parce qu'elles sont les plus touchées à tous égards et parce qu'elles vivent une double oppression – domestique et salariale – dont, si elles ne s'unissent pas aux prolétaires masculins dans la même lutte anticapitaliste, elles ne parviendront jamais à s'émanciper. Même les prolétaires masculins doivent être éduqués à la lutte anticapitaliste en surmontant le contraste entre les sexes que la société bourgeoise alimente systématiquement. Les prolétaires masculins ne subissent pas la double oppression à laquelle sont soumises les femmes prolétaires. Ils ont été habitués à traiter les femmes comme le font les bourgeois, ils sont influencés par la culture patriarcale et masculine typique de la bourgeoisie. Mais dans la lutte de classe contre l'oppression salariale, ils se trouvent côte à côte avec les ouvrières qui subissent les mêmes conditions d'oppression, et c'est dans cette lutte unitaire et fraternelle de classe que les prolétaires et les prolétaires trouvent la base de la lutte plus générale contre la société bourgeoise et capitaliste, comme ce fut le cas en Russie en octobre 1917.

L'émancipation de la femme, à cette époque, sous la dictature prolétarienne, a commencé par l'abolition de toutes les lois discriminatoires et, surtout, par le début de la lutte contre l'esclavage domestique et contre la prostitution, par la création de cantines publiques et de crèches publiques et par l'entrée des femmes dans le travail productif. Les petits travaux domestiques humiliants et dégradants constituaient les premiers obstacles à l'émancipation de la femme : le pouvoir prolétarien commença à partir de là. Il y aura beaucoup de chemin à faire pour la révolution prolétarienne communiste à venir, et beaucoup de chemin à faire pour préparer le prolétariat à la lutte de classe. Mais il n'est pas possible d'arrêter l'histoire, pas plus qu'il n'a été possible d'arrêter la révolution bourgeoise qui a commencé au milieu du XVI^e siècle en Angleterre pour se terminer au XVIII^e siècle en France, et à partir du milieu du XIX^e siècle en Europe et, par la suite, dans le monde entier.

C'est le capitalisme lui-même, avec ses contradictions insolubles, qui prépare le terrain à la reprise de la lutte de classe révolutionnaire. La confiance dans l'histoire, pour les communistes, ne meurt jamais, et c'est pourquoi nous continuons notre lutte sans désespérer !

Manouchian au Panthéon : Nouvelle confirmation du caractère bourgeois de la lutte des partisans

Le 21 février dernier Manouchian entra en grande pompe au Panthéon en tant que « mort pour la France ». Des représentants de tous les partis, y compris le Rassemblement National de Marine Le Pen, étaient présents à cet « *hommage de la nation* ».

Selon une déclaration de Fabrien Roussel, secrétaire général du PCF (*L'Humanité* du 21/02/2024), la panthéonisation de Manouchian et de son épouse, représentant les 16 fusillés de son groupe, « est un honneur pour les communistes et la réparation d'une injustice ».

Pour de véritables communistes, un tel « *hommage solennel de la nation* » bourgeoise et impérialiste, coupable d'innombrables crimes (il suffit de se souvenir du génocide au Rwanda dont elle a été complice il y a 30 ans) serait une honte indélébile, pas du tout un honneur comme pour ces faux communistes!

De leur côté les trotskystes ont en général dénoncé une manœuvre politique de Macron dans cette panthéonisation – un « *détournement* » du combat de militants « *communistes et interna-*

tionalistes », comme l'écrit Révolution Permanente (1). En réalité si opération politique il y a sans doute, il n'y a par contre aucun détournement.

Réfugié arménien, rescapé du génocide de 1915 commis par les forces ottomanes, Manouchian était un authentique prolétaire ; le PCF auquel il adhéra en fit un militant stalinien convaincu justifiant les procès de Moscou et un patriote français défilant avec le drapeau bleu blanc rouge (bien que les autorités lui aient refusé en 1933 sa naturalisation parce qu'il était au chômage!) et engagé volontaire en 1939. Pendant la guerre il devint le chef d'un groupe de partisans FTP -MOI (« Main d'Œuvre Immigrée ») organisé par le PCF.

Ce dernier avait abandonné son discours et sa propagande révolutionnaires et l'antimilitarisme qu'il professait encore au début des années trente pour se rallier, à la veille du front populaire, au patriotisme et à la défense nationale. La « *réconciliation de tous les Français* » au nom de la défense de la République qu'il se mit dès lors à prôner était la préparation à l'enrôlement des prolétaires dans la future guerre im-

périaliste; elle était la préfiguration des gouvernements d'union nationale d'après-guerre à l'époque des fameux « jours heureux » de la Reconstruction de l'impérialisme tricolore. La lutte des partisans pendant la guerre s'inscrivit parfaitement dans cette orientation nationaliste anti-prolétarienne: les martyrs de ce combat sont tombés pour la défense du capitalisme français, en auxiliaires des armées impérialistes alliées, non pour l'émancipation prolétarienne et c'est à bon droit qu'ils sont honorés aujourd'hui par les représentants de la bourgeoisie française.

Ceux qui critiquent la panthéonisation actuelle au nom d'une commémoration du « *véritable combat* » de Manouchian et de ses camarades (2) cachent la véritable nature bourgeoise du combat des organisations de la résistance « communiste » saluée par Macron: ils montrent ainsi qu'ils sont tout aussi éloignés du véritable communisme que les descendants du stalinisme contre-révolutionnaire.

(1) <https://www.revolutionpermanente.fr/Pantheonisation-de-Manouchian-operation-detournement-de-memoire-pour-Macron-et-le-RN>

(2) cf. *L'Anticapitaliste* (organe du NPA), 15/2/24.

« Fake news » et démocratie

Les « fake news », ces fausses nouvelles qui proliféreraient sur les réseaux sociaux, et le danger qu'elles feraient courir à la démocratie sont devenues une véritable tarte à la crème dans les médias et parmi les politiciens de tout bord : elles permettraient de manipuler l'opinion publique et du coup d'influencer le vote des citoyens, faussant ainsi l'expression de leur « volonté souveraine ». Différentes mesures ou lois sont prévues ou déjà appliquées pour – officiellement – faire face à cette menace, mais en fait pour contrôler internet. Début 2020 sont entrées en vigueur en France des lois contre « la manipulation de l'information », en juin 2020 était promulguée une loi « contre les contenus haineux » (sic !) en ligne, et en avril 24 était votée une loi dite SREN pour « sécuriser et réguler » l'internet... Ce ne sont là que quelques-unes des mesures officiellement mises en place auxquelles il faut ajouter la pratique très répandue de la surveillance policière par différentes méthodes, qu'elles soient ou non légales...

Tout ceci n'empêche pas les médias

de titrer sur les « menaces d'ingérence » contre les prochaines élections européennes, surtout par l'intermédiaire des réseaux sociaux (1).

Les « menaces » décrites par des diverses officines des États européens et des organisations liées aux milieux bellicistes de la droite américaine (2) sont toutes d'origine russe. « Bizarrement » le cas révélé début 2023 d'une société israélienne spécialisée dans la diffusion de fausses nouvelles n'est pas prise en compte : pourtant des responsables de cette société ont reconnu qu'elle était intervenue dans « 33 campagnes électorales au niveau présidentiel » « dont 27 avec succès » ; elle fabrique de milliers de faux compte sur les réseaux sociaux qui génèrent des dizaines et des dizaines de milliers de messages, payent des journalistes véreux pour faire passer des fausses informations, etc. Ses employés viennent de l'armée et des services secrets israéliens (3). On imagine le retentissement que cette affaire aurait eue s'il s'était agi d'une société russe ou chinoise et non d'une basée dans un pays

allié, « la seule démocratie au Moyen-Orient »...

FAKE NEWS A LA FRANÇAISE

Nous avons déjà eu l'occasion de dénoncer les campagnes de désinformation de l'Armée française en Afrique à coup de dizaines de faux comptes Facebook et Instagram (4). Ce n'était que la pointe émergée des actions de désinformation liées à l'État français ainsi que l'a révélé une affaire qui a éclaté (mais sans faire beaucoup de bruit) l'été dernier : un apprenti journaliste a révélé publiquement qu'il avait été payé pour écrire des centaines d'articles sur les sujets les plus divers sur lesquels il ne connaissait rien. Ces articles, publiés sous des faux noms pendant 6 ans, lui étaient payés par la société Avisa Partners travaillant entre autres avec l'État français et la Gendarmerie Nationale et qui avait comme clients des grandes entreprises, des chefs d'État étrangers, etc. Cette véritable usine à Fake news qui employait selon ses déclarations officielles près de 400 personnes avait même obtenu l'été dernier un contrat

(Suite en page 8)

« Fake news » et démocratie

(Suite de la page 7)

de la Commission européenne pour lutter contre la désinformation (5) !

Il faut se souvenir que le rôle des fausses nouvelles ne date pas de l'apparition des réseaux : en 1870 déjà la « dépêche d'Ems » trafiquée de façon provocatrice par le chancelier Bismarck pour faire croire à un incident diplomatique, conduisit à la guerre franco-allemande ; depuis les exemples ont été légion. L'existence de moyens de communication et d'information de plus en plus perfectionnés n'a fait que renforcer ce phénomène, qui a été décrit par Max : « On a prétendu jusqu'ici que les mythes chrétiens n'ont pu se développer que parce que l'imprimerie n'était pas encore inventée. C'est exactement l'inverse. La presse quotidienne et le télégraphe, qui en un clin d'œil répandent les nouvelles dans le monde entier, fabriquent en un jour plus de mythes (auxquels le veau de bourgeois croit et qu'il répand avec zèle) qu'autrefois on ne pouvait en produire en un siècle » (6).

La démocratie bourgeoise ultra moderne a poussé à un suprême degré la fabrication de l'opinion publique, c'est-à-dire la manipulation des masses, dans laquelle les Fake news tant décriées (mais quand elles viennent du camp d'en

face) ne sont qu'un aspect somme toute secondaire : la Fake news fondamentale, le mensonge ultime, est précisément la démocratie en tant que prétendu mode d'expression et moyen de réalisation de l'émancipation des exploités. En renversant le capitalisme et la démocratie qui en est le voile, le prolétariat abolira du même coup tous les mensonges et les mythes bourgeois !

(1) cf. *Le Monde*, 12/4/24

(2) Comme le « Centre International de lutte contre le terrorisme » complaisamment cité par *Le Monde* : il dépend d'un « Think Tank » américain qui critique le manque de soutien occidental à Kiev et plaide pour une attaque conjointe américano-israélienne contre les sites nucléaires iraniens...

(3) Un journaliste de BFM TV a été licencié après avoir reconnu les faits. Cf. <https://wpar.radiofrance.fr/franceinter/story-killers-derriere-un-journaliste-de-bfm-tv-une-societe-nucleaires-mation-israelienne-3969106>

(4) cf. « Réseaux sociaux : les campagnes de désinformation de l'armée française en Afrique, outils de l'intervention impérialiste » *Le prolétaire* n° 539

(5) cf. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/avisa-partners-la-manipulation-de-l-information-made-in-france-940022>

(6) Lettre à Kugelmann, 27/7/1871

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 31 / Enero-Febrero de 2024

- A la depresión prolongada de la lucha de clases del proletariado, no se responde con nuevas formas de democracia, sino con la defensa tenaz de la perspectiva revolucionaria
- Guerra en Palestina: juego imperialista y perspectiva proletaria
- Algunos puntos críticos sobre la cuestión palestina (texto de 1989)
- Los actos terroristas, hoy de Hamás, como los de ayer de Al-Fatah u otras organizaciones guerrilleras palestinas, no pondrán fin a la opresión israelí de los palestinos de Gaza y Cisjordania.
- El Comunista nueva edición nos habla sobre Palestina
- El antisemitismo es parte de la ideología burguesa
- Argentina: la victoria de Milei sólo garantiza la continuidad de la miseria y el aumento de la represión para los proletarios
- Movilización el 20 de diciembre en Argentina. Ni Milei, ni el peronismo, ni los sindicatos colaboracionistas ni la farsa parlamentaria. El único camino es la lucha de clase
- 24 de enero, huelga general en Argentina
- ¿Retornará la lucha proletaria?

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Les impérialismes occidentaux complices et partenaires de l'Etat israélien et de ses crimes

(Suite de la page 1)

puis octobre «250 avions-cargos et une vingtaine de navires avaient livré, fin janvier, une dizaine de milliers de tonnes d'armement et d'équipements militaires, dont on ignore la nature». D'autre part l' « urgence nationale » qui a été décrétée par le gouvernement américain a permis de se passer de l'accord du Congrès pour fournir des armes à Israël (2) ; cet accord aurait été donné sans aucun doute, mais s'affranchir des procédures parlementaires habituelles permet d'aller plus vite : la démocratie c'est bien joli, mais à condition que cela ne gêne pas l'action de l'Etat !

Ce soutien militaire s'est aussi traduit par l'intégration dans l'état-major israélien d'officiers américains spécialistes des combats urbains ayant l'expérience de la guerre en Irak— sans oublier l'envoi de 2 porte-avions et de leur groupe aéronaval dans la région.

Représentant normalement autour de 24 à 30% de ses importations militai-

res, l'Allemagne est le 2ème fournisseur d'armes d'Israël. Selon le ministère allemand de «l'économie et du climat» (sic !), les autorisations de livraison ont été multipliées par 10 en 2023, mais il ne fournit pas d'information sur les armements livrés (3).

L'Italie était en 2020 le troisième fournisseur avec 6% des importations, mais selon le gouvernement italien, elle n'aurait pas fourni d'armes depuis l'attaque du Hamas, Cela n'empêche pas qu'une société comme Leonardo continue à livrer des pièces détachées d'hélicoptères de combat par l'intermédiaire de sa filiale britannique (4).

La France ne vend que peu d'armes à l'État hébreu : l'époque, jusque dans les années soixante où elle fournissait l'essentiel de son aviation (en même temps qu'elle l'aidait secrètement à mettre sur pied une centrale nucléaire) est bien finie : Israël a trouvé des fournisseurs plus efficaces ! D'autre part les autorités françaises comme celles allemandes affirment la main sur le

cœur, qu'elles ne songent qu'à aider Israël à se défendre. Le ministère des Affaires étrangères a même déclaré que la France «n'exporte pas et n'exportait pas avant les événements dramatiques du 7 octobre de matériels létaux susceptibles d'être employés contre des populations civiles dans la bande de Gaza» (5).

Le caractère odieusement **mensonger** de cette déclaration est devenu évident quand on a su que fin octobre 2023, les autorités françaises avaient autorisé la livraison de matériel militaire à Israël. Selon un site d'investigation : «Au moins 100 000 pièces de cartouches pour des fusils mitrailleurs ont été expédiées en secret via une cargaison depuis Marseille. Des douilles de ces cartouches, envoyées par la France, ont été retrouvées autour des camions d'aide alimentaire après que le 29 février dernier, l'armée coloniale israélienne ait ouvert le feu sur des centaines de Gazaoui-es qui tentaient de récupérer de quoi manger et nourrir leurs familles faisant

Impérialismes occidentaux complices...

112 morts» (6).

Cet appui se traduit aussi par l'étouffement et la répression de la solidarité avec les Palestiniens, assimilée à de l'antisémitisme : des manifestations pro palestiniennes ont été brutalement réprimées en Allemagne et en Italie, d'autres ont été interdites en France.

Le soutien militaire à Israël s'est manifesté également lorsque les forces armées américaines, mais aussi anglaises et françaises (celles-ci présentes en Jordanie et en Irak) sont intervenues pour abattre les drones et missiles de croisières envoyées par l'Irak contre des cibles militaires israéliennes : il s'agit d'une **participation directe à une action de guerre aux côtés d'Israël**, et sans même qu'il y ait – officiellement – de la part de ces deux pays une alliance militaire avec ce dernier : l'alliance militaire existe de fait.

Convoqués à une vidéoconférence par les Etats-Unis, les pays du G7 (les

pays occidentaux les plus riches plus le Japon) ont immédiatement condamné l'Irak et affirmé leur soutien à Israël (alors qu'ils ont attendu des mois avant de – cyniquement – appeler à des «trêves humanitaires» à Gaza) : c'est un premier pas vers une éventuelle coalition militaire occidentale en cas de guerre entre Israël et l'Irak, sur le modèle de la coalition lors de la guerre en Irak.

Les crimes des Impérialismes occidentaux et de leur sanglant protégé israélien et les conflits meurtriers qui déchirent le monde ne seront pas arrêtés par des résolutions de l'ONU (jamais respectées par Israël et son parrain américain), par des recours à la mystification démocratique ou l'appel à la «conscience» des dirigeants bourgeois : sous le capitalisme il ne règne d'autre loi que la loi du plus fort.

Face à la force de l'impérialisme, le prolétariat devra opposer sa propre force de classe : elle est potentiellement immense parce que c'est sur l'exploitation de son travail que repose toute la société. En entrant en lutte pour en finir avec son exploitation, il

pourra reconstituer sa force révolutionnaire de classe, renverser la dictature des exploiters et instaurer sur ses ruines la dictature internationale des prolétaires qui enterra définitivement le capitalisme mondial et mettra fin du coup à toutes les misères qui affligent l'humanité: si tu veux vraiment la paix, prépare la guerre de classe! Telle est la seule perspective non illusoire.

(1) https://www.francetvinfo.fr/monde/israel/frappes-de-l-iran-contre-israel-l-etat-hebreu-beneficie-d-aide-que-nous-refusons-aux-ukrainiens-selon-un-historien_6486164.html

(2) cf. *Le Monde*, 22/3/24.

(2) ibidem

(4) <https://caat.org.uk/data/countries/israel/israels-arms-suppliers/>

(5) <https://www.senat.fr/questions/base/2024/qSEQ240210090.html>

(6) <https://disclose.ngo/fr/article/guerre-a-gaza-la-france-equipe-en-secret-des-mitrailleuses-utilisees-par-l-armee-israelienne>.

Amadeo Bordiga Lénine sur le chemin de la révolution (extraits)

(Suite de la page 1)

Son chef était le russe Bogdanov : Lénine lui répondit d'une façon définitive dans une œuvre (*Matérialisme et empiriocriticisme*) malheureusement peu traduite et peu connue, parue en russe en 1908. Après un important travail de préparation, il y développe une critique des philosophies idéalistes anciennes et modernes, défendant intégralement le réalisme dialectique de Marx et d'Engels, et démontrant sa brillante supériorité sur les idées abstruses des philosophes officiels.

Il prouve ensuite que les écoles idéalistes modernes ne font que refléter un état d'esprit récent de la bourgeoisie, et leur influence sur la pensée du parti prolétarien, une psychologie d'impuissance et un désarroi provoqués par la réelle situation de défaite de la classe ouvrière russe après 1905. Lénine établit d'une façon qui pour nous exclut tout doute ultérieur, qu'« *il ne peut pas exister de doctrine socialiste et prolétarienne sur des bases spiritualistes, idéalistes, mystiques et morales* »

Lénine défend l'ensemble de la doctrine marxiste sur un autre front, celui de l'économie et de la critique du capi-

talisme. Marx n'a pas achevé son œuvre monumentale, *Le Capital*, mais il a laissé au prolétariat une méthode d'étude et d'interprétation des faits économiques qu'il s'agissait d'appliquer aux données nouvelles fournies par le développement capitaliste récent sans déguiser la portée révolutionnaire.

Là, le révisionnisme, et surtout le révisionnisme allemand, avait cherché à tricher, élaborant des doctrines « nouvelles » qui constituaient autant de rectifications en apparence secondaires, mais en réalité essentielles, aux doctrines de Marx. Si nous parlons de tricherie c'est que (et Lénine l'a montré mieux que personne) le révisionnisme ne se présentait pas seulement comme une prétendue conquête de résultats scientifiques objectifs, mais comme un opportunisme politique : la corruption des chefs prolétariens alla en effet jusqu'à retirer de la circulation des écrits importants de Marx et d'Engels dont ils tentaient, soit de fausser, soit de « rectifier » la pensée.

Avec d'autres économistes, comme Rosa Luxemburg et le Kautsky de la bonne époque, Lénine continue au contraire la critique économique du capitalisme faite par Marx. Il soutient dans d'in-

nombrables écrits que la science économique marxiste est parfaitement en mesure d'expliquer des phénomènes modernes comme les monopoles économiques et la lutte impérialiste pour les marchés coloniaux : il n'y avait donc à modifier aucune de ses théories fondamentales sur la nature du capitalisme, et sur l'accumulation de ses profits grâce à l'exploitation de ses salariés.

En 1915, Lénine résume ces résultats dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, œuvre de vulgarisation qui reste un écrit fondamental de la littérature communiste. Cette attitude théorique est le point de départ de sa lutte politique contre l'opportunisme et les vieux chefs faillis dans la guerre impérialiste. Nous y reviendrons plus loin.

Dans le domaine plus étroitement russe, Lénine mena une autre lutte théorique, contre les falsificateurs **bourgeois** du marxisme, celle-là. Rejetant le contenu politique et révolutionnaire du marxisme, ils prétendaient en accepter le système et la méthode économique et historique afin de démontrer qu'en Russie le capitalisme devait triompher de la féodalité : leur adhésion dissimulait mal leur projet de réprimer toute avancée ultérieure du prolétariat.

Dans son œuvre de théoricien, qu'il nous soit permis de l'observer, Lénine se présente comme **le défenseur de l'inséparabilité des parties dont se compose la conception marxiste.** Il ne le fait certes pas par dogmatisme fana-

(Suite en page 10)

Amadeo Bordiga Lénine sur le chemin de la révolution (extraits)

(Suite de la page 9)

tique - personne ne mérite moins que lui cette accusation - puisqu'il s'appuie sur l'examen d'une énorme quantité de faits et d'expériences fournis par sa culture exceptionnelle de chercheur et de militant et illuminés par son génie incomparable.

Nous devons considérer à la manière de Lénine ceux qui isolent arbitrairement une « partie » du marxisme pour en disposer à leur gré : que ce soient des économistes bourgeois qui trouvent commode la méthode du matérialisme historique, comme c'est arrivé il y a quelques décennies, et non seulement en Russie mais même en Italie (autre pays de capitalisme arriéré) ; que ce soient des intellectuels liés aux écoles philosophiques du néo-idéalisme qu'ils prétendent concilier avec l'acceptation des thèses sociales et politiques du communisme ; que ce soient des camarades qui écrivent des livres pour affirmer leur accord avec la partie « historico-politique » du marxisme mais proclament ensuite caduque toute la partie économique, c'est-à-dire les doctrines fondamentales pour l'interprétation du capitalisme.

A diverses reprises Lénine a analysé, a critiqué des attitudes analogues, il a brillamment et de façon marxiste indiqué que leurs véritables origines se trouvent en dehors et contre l'intérêt du véritable processus d'émancipation prolétarienne. De façon non moins brillante, il a prévu à l'avance leurs dangereux développements opportunistes qui ont débouché de façon plus ou moins directe sur le passage à la cause ennemie, sauf bien sûr les exceptions individuelles de tel ou tel camarade resté fidèle à notre drapeau. A la suite de Lénine nous devons répondre à ceux qui « daignent » d'accepter nos opinions mais sous bénéfice d'inventaire, avec des distinctions arbitraires, des divisions fantasques, qu'ils nous feraient grand plaisir de s'épargner la peine d'accepter le « reste » du marxisme : en effet la force majeure de celui-ci est précisément de constituer une perspective d'ensemble, reflet des problèmes du monde naturel et humain en

même temps que des faits politiques et économiques, dans la conscience d'une classe révolutionnaire.

L'œuvre restauratrice de Lénine est plus grandiose, ou au moins plus connue universellement, dans la partie « politique » de la doctrine marxiste, c'est-à-dire pour ce qui est de la **théorie de l'Etat, du parti, du processus révolutionnaire**, sans exclure que cette partie, que nous préfererions appeler « programmatique », inclut aussi tout le processus économique qui s'ouvre avec la victoire révolutionnaire du prolétariat. La réfutation éclatante des équivoques, des mensonges, des mesquineries et des préjugés des opportunistes, des révisionnistes, des petits bourgeois, des anarco-sindicalistes s'accomplit dans ce domaine d'une façon encore plus passionnante et impressionnante. Après Lénine sur ce terrain les armes polémiques se brisent entre les mains de tous nos contradicteurs proches ou lointains. Ceux qui les ramassent démontrent seulement leur ignorance, c'est-à-dire leur absence du processus vivant qu'assume la lutte du prolétariat aspirant à sa libération.

Parcourons à grands traits cette série de thèses qui sont autant de fragments de réalité fixés dans les termes d'une doctrine incomparablement vraie et vitale. Il nous suffit de suivre Lénine : ce sont les thèses des premiers congrès de la nouvelle Internationale ; ce sont les discours, les programmes et les proclamations du parti bolchévique sur la voie de la grande victoire ; c'est enfin l'exposé patient et génial de **L'Etat et la Révolution** où il démontre que ces thèses n'ont jamais été autre chose que celles de Marx et d'Engels, dans l'interprétation correcte des textes classiques et dans la compréhension véritable de la méthode et de la pensée des maîtres depuis le Manifeste jusqu'à l'analyse des événements ultérieurs et surtout des révolutions de 48, de 52 et de la Commune de Paris. Œuvre qui accompagne l'avancée historique du prolétariat mondial et que Lénine reprend et rattache aux batailles révolutionnaires de Russie : la défaite de 1905 et l'écrasante revanche de 12 ans plus tard.

Le problème de la **signification de l'Etat** est résolu dans la cadre de la doctrine historique de la lutte de classe : l'Etat est l'organisation de la force de la classe dominante, née révolutionnaire, devenue conservatrice dans ses positions. Comme pour tous les autres problèmes, il n'y a pas une entité immanente et métaphysique, « l'Etat », attendant la définition et le jugement du philosophe de service réactionnaire et anarchisant ; mais il y a l'Etat bourgeois, expression de la puissance capitaliste,

comme il y aura plus tard l'Etat ouvrier et comme ensuite nous tendrons à la disparition de l'Etat politique. Notre analyse scientifique nous permet de montrer que toutes ces phases se succèdent dialectiquement dans le processus historique, chacune d'elle naissant de la précédente dont elle constitue la négation. Qu'est-ce qui les sépare ? **Entre l'Etat de la bourgeoisie et celui du prolétariat se place nécessairement le point culminant d'une lutte révolutionnaire vers laquelle est guidée la classe ouvrière par le parti politique communiste, qui remporte la victoire en renversant par les armes le pouvoir bourgeois et en constituant le nouveau pouvoir révolutionnaire ; et celui-ci réalise avant tout la démolition du vieil appareil d'Etat dans toutes ses ramifications et organise la répression par les moyens les plus énergiques des tentatives de contre-révolution.**

Aux anarchistes nous répondons que le prolétariat ne peut pas immédiatement supprimer toute forme de pouvoir, mais qu'il doit au contraire assurer « son » propre pouvoir. Aux sociaux-démocrates, nous répondons que la moyen d'arriver au pouvoir n'est pas la voie pacifique de la démocratie bourgeoise, mais celle de la guerre de classe et elle seule. Lénine est notre maître à tous par sa longue lutte pour défendre cette position tant falsifiée du marxisme : la critique de la démocratie bourgeoise, la démolition du mensonge légalitaire et parlementaire, la dérision du suffrage universel et autres panacées semblables comme armes du prolétariat et des partis qui sont sur ce terrain, avec la vigueur sarcastique et corrosive de la polémique enseignée par Marx et par Engels.

En se reliant de façon magistrale aux fondements de la doctrine, Lénine résout tous les problèmes du régime prolétarien et du programme de la révolution. *« Il ne suffit pas de prendre possession de l'appareil d'Etat »* disaient Marx et Engels en commentant à plusieurs années de distance le **Manifeste**, après la Commune de Paris. Par une « escroquerie » théorique qui restera classique, les opportunistes en concluaient arbitrairement que l'économie capitaliste devait évoluer lentement vers le socialisme tandis que le pouvoir ouvrier se préparait légalement. Lénine vient démontrer tout le contraire : **il faut « non seulement » s'emparer du vieil appareil d'Etat, mais le réduire en pièces et le remplacer par la dictature du prolétariat. On n'arrive pas à celle-ci par les voies démocratiques et elle ne se base pas sur les « principes » immortels (pour le philistin) de la démocratie. Elle exclut les membres de la bourgeoisie vaincue de la nouvelle**

liberté, de la nouvelle égalité politique, de la nouvelle « démocratie prolétarienne » comme Lénine lui-même se plaisait à dire en donnant à la « démocratie » un sens plus étymologique qu'historique. Dans des formulations d'une évidence cristalline et d'une magnifique cohérence théorique, Lénine a montré comment c'était là les seules bases réalistes de la liberté de vivre et de gouverner pour le prolétariat. Dénoncera qui veut la suppression de la liberté d'association et de presse pour les sinistres agents, inconscients ou stipendiés, de la restauration anti-prolétarienne : après Lénine il sera inévitablement écrasé dans la polémique ; dans la pratique nous espérons que la garde révolutionnaire aura toujours assez de plomb pour pallier sa compréhension limitée des arguments théoriques.

A propos des tâches économiques du nouveau régime, Lénine explique à la fois, (pas seulement pour ce qui concerne Russie, sur laquelle nous devons revenir, mais en ligne générale), le caractère nécessairement graduel des transformations, et la véritable nature de leur opposition avec l'économie bourgeoise privée, dans le domaine de la production, de la distribution et de toutes les activités collectives. Là aussi le lien est direct et éclatant avec les sources les plus authentiques de la doctrine marxiste ; avec les réponses de Karl Marx aux mille confusions et banalités des adversaires bourgeois ou des disciples de Proudhon, de Bakounine ou de Lassalle ; avec les meilleures polémiques de la gauche marxiste contre le syndicalisme sorélien.

Après la conquête du pouvoir, subsistera encore une bourgeoisie qu'il faudra réprimer par la dictature ; dans le prolétariat et surtout le semi-prolétariat il y aura encore des éléments récalcitrants qu'il faudra plier à la discipline de la loi ; par ses décrets le nouveau pouvoir effectuera l'intervention « despotique » (Marx) sur le terrain économique. N'est-il pas alors contradictoire d'affirmer qu'il devra « attendre » pour supprimer certaines formes capitalistes dans certains secteurs donnés ? Lénine résout la contradiction d'une façon logique, définitive, magnifique, par la définition d'un programme révolutionnaire qui adhère totalement à la réalité, et qui n'a pas peur de le faire parce qu'il n'a pas peur de l'empoigner et de la pulvériser dans les secteurs qui ont fait leur temps, les formes mortes, au long du processus implacable des évolutions et des révolutions.

Comme facteur nécessaire de toute cette lutte rénovatrice, contre les dégénérescences du labourisme et du syndicalisme, Lénine retrouve le rôle

du parti politique de classe, marxiste et centralisé, à la discipline quasi-militaire dans les moments suprêmes de la lutte ; et il jette à la tête des opportunistes que la « politique » de la classe révolutionnaire n'est pas basse manœuvre parlementaire, mais stratégie de la guerre civile, mobilisation pour l'insurrection finale, préparation à la gestion de l'ordre nouveau.

Après les efforts, les douleurs de l'enfantement d'un nouveau régime prévues dans le passage classique d'Engels, c'est-à-dire après l'époque où l'avant-garde révolutionnaire doit consentir les sacrifices indispensables, se dresse comme couronnement du magistral édifice la **prévision solide et scientifique** - et non le produit d'impatiences mystiques de penseurs impuissants - **de la société sans Etat et sans contraintes, de l'économie fondée sur la satisfaction maximum des besoins de chacun de ses membres, de la liberté complète de l'homme, non comme individu, mais comme espèce vivant en solidarité dans l'assujettissement complet et rationnel des forces et des ressources de la nature.**

A Lénine, nous devons donc la restauration de notre « programme », en plus de celle de notre critique du monde en général et du régime bourgeois en particulier, restaurations qui dans leur ensemble complètent l'élaboration théorique de l'idéologie propre au prolétariat moderne.

LE REALISATEUR DE LA POLITIQUE MARXISTE

L'œuvre théorique de Lénine ne peut être considérée séparément de son œuvre politique : les deux choses se mêlent continuellement et nous ne les avons séparées que pour la commodité de l'exposé. En même temps qu'il rétablit la conception et le programme révolutionnaires du prolétariat, Lénine en devint un des principaux chefs politiques, et il appliqua en pratique dans la lutte de classe les principes qu'il défendait sur le terrain de la critique doctrinale. Le champ de cette grandiose activité dans sa vie trop brève n'est pas restreint à la seule Russie mais s'étend à tout le mouvement prolétarien international.

Considérons tout d'abord l'œuvre de Lénine au cours de plus de trente années de lutte politique en Russie, jusqu'au moment où il apparut comme chef du premier Etat prolétarien.

Des adversaires de toute tendance ont voulu nier la continuité et l'unité qui existent entre cette tâche de la grande figure historique de Lénine et sa doctrine marxiste. Il ne s'agirait pas d'une réalisation du programme politi-

que du prolétariat de l'Occident capitaliste et « civilisé », d'une victoire effective du socialisme connu dans les pays modernes et développés, mais d'un phénomène historique hybride, propre à un pays arriéré comme le Russie ; il s'agirait d'un mouvement, d'une révolution, d'un gouvernement « asiatiques » qui n'ont pas le droit de se réclamer de la tâche historique du prolétariat mondial. Et celui-ci n'aurait pas le droit de les considérer comme sa première victoire, comme la preuve historique que la réalisation de ses idéaux révolutionnaires est possible.

Le bourgeois occidental dit cela pour se rassurer sur le danger de la « contagion » bolchévique : l'opportuniste social-démocrate pour ne pas être contraint de reconnaître la liquidation de son programme de collaboration des classes et de ses perspectives d'évolution légale et pacifique, toutes choses qu'il présente sans vergogne comme l'apanage du prolétariat avancé des pays « civilisés » ; l'anarchiste pour attribuer à la nature du peuple russe et aux traditions de l'absolutisme les formes coercitives de la révolution, et pour s'obstiner à ne pas voir la preuve évidente, à *crever les yeux*, de la né-

(Suite en page 12)

Lénine sur le chemin de la révolution

(Discours d'Amadeo Bordiga après la mort de Lénine, 1924)

Brochure «le prolétaire» n° 21 ;
Format A5 ; 38 pages ; 1995,
réédition 2004 ; prix 3 €

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Lénine sur le chemin de la révolution



21

Amadeo Bordiga Lénine sur le chemin de la révolution (extraits)

(Suite de la page 11)

cessité inéluctable de celles-ci.

Rien de plus stupide que ces thèses. Lénine exprime le contenu **international, mondial et même occidental** (si par Occident on entend l'ensemble des peuples de race blanche affligés des délices les plus modernes du capitalisme industriel) **de la révolution russe**. Les faits le démontrent à l'évidence, au-delà de tous les arguments qui militent en faveur de l'analyse marxiste selon laquelle tous les pays connaîtront l'avènement du prolétariat et du communisme.

(...)

LA FONCTION DU CHEF

Lénine est mort. Le géant a abandonné son œuvre, et cela ne date pas d'hier. Qu'est-ce que cela signifie pour nous ? Quelle place les chefs occupent-ils dans notre mouvement et quelle conception avons-nous de leur fonction ? Quelle conséquence la disparition de ce chef exceptionnel aura-t-elle pour le parti communiste russe, pour l'Internationale communiste, pour toute la lutte révolutionnaire mondiale ? Avant de terminer ce discours déjà long, revenons un peu sur notre interprétation de ce problème important.

Il en est qui tonnent contre les chefs, qui voudraient s'en passer, qui décrivent ou qui rêvent d'une révolution « sans chefs » (6). Lénine lui-même a clarifié cette question par sa critique limpide, en la débarrassant du confusionnisme superficiel. Il y a, comme réalités historiques, les masses, les classes, les partis et les chefs. Les masses sont divisées en classes, les classes sont représentées par des partis politiques et ceux-ci sont dirigés par des chefs : la chose est bien simple. Concrètement le problème des chefs a revêtu un aspect particulier dans la IIe Internationale. Ses dirigeants parlementaires et syndicaux encourageaient les intérêts de certaines couches du prolétariat auxquelles ils faisaient accorder des privilèges par des compromis anti-révolutionnaires avec la bourgeoisie et l'Etat.

Ces chefs finirent par rompre le lien qui les unissait encore au prolétariat ré-

volutionnaire, en s'accrochant toujours plus au char de la bourgeoisie : 1914 révéla ouvertement que, d'instruments de l'action prolétarienne, ils étaient purement et simplement devenus des agents du capitalisme. Cette critique et la juste indignation contre eux, ne devait cependant pas nous égarer au point de nier que les chefs, mais des chefs bien différents, existaient et ne pouvaient pas ne pas exister dans les partis et dans l'Internationale révolutionnaire. C'est un lieu commun de prétendre que toute fonction de direction donne fatalement naissance à des formes de tyrannie ou d'oligarchie, quels que soient l'organisation et les rapports dans lesquels elle s'exerce. Mais ce lieu commun est si absurde que même Machiavel était en mesure d'en faire une critique d'une évidence limpide il y a déjà cinq siècles dans son *Prince*. Le prolétariat a ce problème, certes pas toujours facile, d'avoir des chefs tout en évitant qu'ils ne remplissent leur fonction de façon arbitraire ou infidèle aux intérêts de classe : mais on ne peut résoudre ce problème en s'obstinant à ne pas le voir ou en prétendant l'éviter par l'abolition des chefs, mesure dont personne ne saurait d'ailleurs dire en quoi elle consiste.

Le matérialisme historique étudie la fonction des chefs en sortant résolument des limites étroites dans laquelle la conception individualiste vulgaire enferme le problème.

Pour nous, un individu n'est pas une entité, une unité achevée et indépendante des autres, une machine fonctionnant avec son énergie propre ou avec celle qui lui viendrait par branchement direct de la puissance créatrice divine ou de n'importe quelle autre abstraction philosophique comme l'immanence, l'esprit absolu et autres inventions abstruses. Les manifestations de l'individu et sa fonction sont déterminées par les conditions générales du milieu, de la société et de l'histoire de celle-ci. Ce qui s'élabore dans le cerveau d'un homme a été préparé dans ses rapports avec autrui et dans l'action - y compris l'action intellectuelle - d'autres hommes. Certains cerveaux privilégiés et exercés, machines mieux construites et plus perfectionnées, traduisent, expriment et réélaborent mieux que d'autres un patrimoine de connaissances et d'expériences qui n'existerait pas s'il ne reposait sur la vie d'une collectivité.

Plus qu'il n'invente, le chef révèle la masse à elle-même. Il lui permet de mieux se situer face au monde social et au devenir historique, d'exprimer dans des formules exactes sa tendance à agir dans ce sens, dont les conditions sont données par les facteurs sociaux et dont l'économie explique en dernière analy-

se le mécanisme. Le matérialisme historique est une solution géniale du problème du déterminisme et de la liberté humaine dont la portée vient de ce qu'il a analysé le problème en sortant du cercle vicieux de l'individu isolé de son environnement, et en le replaçant sur le terrain de l'étude expérimentale de la vie collective. Puisque les faits historiques confirment la méthode déterministe marxiste, ils nous permettent de conclure à la justesse de notre point de vue objectiviste et scientifique dans l'examen de ces questions, même si, au stade actuel, la science ne peut pas nous dire comment les déterminations somatiques et matérielles qui s'exercent sur les organismes humains se traduisent en processus psychiques collectifs et personnels.

Le cerveau du chef est un instrument matériel fonctionnant grâce aux liens qui l'unissent à toute la classe et au parti. Les formules qu'il donne en tant que théoricien, les règles qu'il prescrit en tant que dirigeant pratique, ne sont pas des créations à lui, mais la matérialisation d'une conscience dont les matériaux appartiennent à la classe-parti et proviennent d'une très vaste expérience. Les données de cette expérience n'apparaissent pas toujours toutes présentes à l'esprit du chef sous forme d'érudition mécanique, de telle sorte que nous pouvons expliquer de façon réaliste certains phénomènes d'intuition qui sont vulgairement pris pour de la divination, mais qui, loin de prouver la transcendance de certains individus sur les masses, nous confirment que le chef est l'instrument de la pensée et de l'action commune, et non pas son moteur.

Le problème des chefs ne peut se poser de la même façon à toutes les époques de l'histoire parce que l'évolution en modifie tout au long les données. Là comme ailleurs nous sortons des conceptions qui prétendent résoudre les problèmes à l'aide de données immanentes dans l'éternité des faits de l'esprit. Notre conception de l'histoire du monde assigne une place particulière à la victoire du prolétariat, première classe qui possédât une théorie exacte des conditions sociales de cette victoire et une connaissance de sa mission historique et qui « sortant de la préhistoire humaine », pût organiser la domination de l'homme sur les lois économiques. De la même façon, la fonction du chef prolétarien est un phénomène historique nouveau et original, et nous pouvons nous contenter de rire de ceux qui, à ce propos, citent les abus des Alexandre et des Napoléon. Pour en revenir à la lumineuse figure de Lénine, il n'a pas vécu ce qui dans l'avenir apparaîtra comme l'époque classique de la révolution

ouvrière, l'époque où elle aura déployé le maximum de ses formes à la grande terreur des philistins ; et cependant sa biographie présente des caractères tout nouveaux, et les clichés traditionnels sur la soif de pouvoir, l'ambition et le satrapisme perdent toute signification devant cette vie droite et simple, toute concentrée sur un but unique, jusque dans les plus petits détails du comportement personnel.

Les chefs sont ceux qui savent le mieux et les plus efficacement penser de la pensée de la classe, vouloir de sa volonté, cette pensée et cette volonté étant le produit nécessaire des facteurs historiques sur la base desquels elles édifient activement leur œuvre. Lénine illustre de façon extraordinaire cette fonction du chef prolétarien par l'intensité et l'ampleur avec lesquelles il l'exerça. Si nous avons retracé son œuvre, c'est qu'elle fait merveilleusement comprendre la dynamique collective qui pour nous, marxistes, anime l'histoire ; mais nous ne sommes pas de ceux qui admettent que sa présence conditionnait le processus révolutionnaire à la tête duquel nous l'avons vu, et encore moins que sa disparition arrêterait la marche en avant des classes travailleuses.

L'organisation en parti qui permet à la classe d'être classe et de vivre comme telle se présente comme un mécanisme unitaire dans lequel les divers « cerveaux » (pas seulement les cerveaux, mais sans aucun doute les autres organes individuels aussi) remplissent les différentes fonctions correspondant à leurs aptitudes et à leurs potentialités, toutes au service d'un but et d'un intérêt qui s'unifie toujours plus intimement « dans le temps et dans l'espace » (expression commode à comprendre dans sa signification empirique, et non pas transcendante). Tous les individus n'ont donc pas la même place ni le même poids dans l'organisation, mais à mesure que la division des tâches se rationalise, il devient de plus en plus impossible que celui qui se trouve à la tête se transforme en privilégié aux dépens des autres (et ce qui vaut dès aujourd'hui pour le parti-classe, vaudra demain pour toute la société). Notre évolution révolutionnaire ne va pas vers la désintégration, mais vers la liaison toujours plus scientifique des individus entre eux.

Elle est anti-individualiste parce que matérialiste. Ne croyant ni à l'âme ni à un contenu métaphysique transcendant de l'individu, elle insère les fonctions de celui-ci dans un cadre collectif et constitue une hiérarchie qui substituera peu à peu la rationalité technique à la coercition. Le parti est déjà un exemple d'une telle collectivité sans coercition.

Ces éléments généraux montrent que personne n'a mieux dépassé que nous les banalités de l'« égalitarisme » et de la démocratie « numérique ». Si nous considérons que la base de l'activité est la collectivité, et non pas l'individu, quelle importance le nombre brut des individus peut-il bien avoir pour nous ? Quel sens pouvons-nous donner aux mots de démocratie et d'autocratie ? Hier nous disposions en Lénine d'un champion de classe exceptionnelle, comme diraient les sportifs, et nous pouvions le placer tout au sommet de la pyramide hiérarchique. Mais aujourd'hui que cette machine humaine s'est arrêtée, le mécanisme peut continuer à fonctionner ; la hiérarchie sera seulement quelque peu modifiée, le sommet en étant occupé par un organe collectif composé bien entendu d'éléments choisis. La question se pose à nous non pas en termes juridiques, mais techniques, et on ne la résoudra pas avec des sophismes de droit constitutionnel, ou pire, naturel. Aucune raison de principe ne nous oblige à inscrire dans nos statuts l'expression « comité de chefs » ou le mot « chef ».

C'est en partant de là qu'on donne une solution marxiste à la question du choix : ce choix qui est fait avant tout par l'histoire dynamique du mouvement, et non par la banalité d'une consultation électorale. Et si nous préférons ne pas mettre le mot « chef » dans nos statuts, c'est parce que nous n'aurons pas toujours parmi nous une individualité de la force d'un Marx ou d'un Lénine. Si l'homme, l'« instrument » exceptionnel existe, le mouvement l'utilise ; mais il peut tout aussi bien vivre s'il n'existe pas. Notre théorie du chef est bien loin des stupidités qui servent aux théologies et aux politiques officielles à démontrer la nécessité des pontifes, des rois, des « premiers citoyens », des dictateurs et des *Duce*, pauvres marionnettes qui s'imaginent faire l'histoire.

Bien plus, comme le processus d'élaboration du matériel appartenant à une collectivité que nous voyons se réaliser dans la personne du dirigeant, emprunte à cette collectivité des énergies qu'il lui restitue transformées, sa disparition ne peut donc rien retirer au cycle d'ensemble. La mort physique de Lénine ne signifie nullement la fin de cette fonction, si comme nous l'avons démontré, le matériel qu'il a scientifiquement élaboré reste l'aliment vital de la classe et du parti. Dans ce sens rigoureusement scientifique, et toutes idées mystiques ou exagérations littéraires mises à part, nous pouvons parler d'immortalité, une immortalité qui, en raison même de la place particulière de Lénine dans l'histoire et de la tâche qu'il y a accomplie dépasse largement celle de tous les héros tra-

ditionnels dont nous parlent la mystique et la littérature.

Nous ne voyons pas dans la mort l'éclipse d'une vie intellectuelle, qui a ses fondements dans la collectivité et non dans l'individu, mais un fait purement physique, scientifiquement définissable. Bien sûr, les fonctions du cerveau s'arrêtent pour toujours avec la mort, et nous ne croyons pas que la pensée d'un Lénine désincarné plane

(Suite en page 14)

« Il Comunista »

N° 181 Marzo-Aprile 2024

Nell'interno

- La classe borghese dominante, mentre prepara la guerra parla di civiltà, di libertà, di eguaglianza delle nazioni, di pace...
- Perché il Primo Maggio ridiventi la giornata internazionale del proletariato in lotta per la sua emancipazione di classe!
- Guerra o rivoluzione
- Contro la guerra imperialista russo-ucraina, la risposta la può dare solo il proletariato in Russia, in Ucraina e in Europa con la sua lotta di classe, sia contro il veleno bellicista delle borghesie e dei loro interessi nazionali, sia contro l'oppio pacifista
- Quando la mosca cocchiera sale in catredra...
- Nella continuità del lavoro collettivo di partito (*Rapporti alla riunione generale di Milano del 16-17 dicembre 2023*) :
 - Sul filo del tempo della corrente della Sinistra comunista d'Italia. Cosa ci differenzia dai gruppi politici che proclamano di esserne eredi. Le posizioni di «battaglia comunista» (fine)
- **IL PROLETARIO** (Supplemento a «Il comunista» - N. 15 della serie) :
 - Il capitalismo continua a far strage di lavoratori: un'esplosione nella centrale idroelettrica di Suviana provoca tre morti accertati, cinque feriti e quattro dispersi!
 - La lotta per l'aumento del salario, perché abbia efficacia, non può essere disgiunta dalla lotta per la riduzione della giornata di lavoro
 - Per i proletari, nella società del capitale, il lavoro è una condanna a morte! Solo sul terreno della esclusiva difesa degli interessi operai immediati di classe ci si può opporre alla continua strage sui posti di lavoro!
 - Rivendicazioni di classe, alla base dell'organizzazione indipendente dei proletari
 - Alta moda e caporalato
 - Distingue la nostra attività

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €, 25 CHF; £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €, 50 CHF; £ 15

E-mail:
ilcomunista@pcint.org

Amadeo Bordiga Lénine sur le chemin de la révolution (extraits)

(Suite de la page 13)

sur nos assemblées. Cette machine puissante et admirable est détruite pour toujours ; mais nous avons la certitude que sa fonction continue et se perpétue dans celle des organes de combat dont il était à la tête. L'autopsie a montré comment il est mort, par un durcissement progressif des vaisseaux cérébraux soumis à une pression excessive et incessante. Certains mécanismes de très haute puissance ont une vie mécanique brève : leur effort exceptionnel entraîne leur précoce inutilisation.

Ce qui a tué Lénine est le processus physiologique déterminé par le travail

titanesque auquel il voulut s'astreindre dans les années suprêmes, et auquel il devait s'astreindre car la fonction collective exigeait que cet organe travaille à son rendement maximum et il n'y avait pas moyen de faire autrement. Avant que les résistances qui s'opposaient à l'œuvre révolutionnaire aient usé ce magnifique instrument, il avait déjà brisé les points vitaux de la matière adverse sur laquelle il travaillait.

Lénine lui-même a écrit que la lutte n'est pas terminée même après la victoire politique, et qu'une fois la bourgeoisie abattue, nous ne pouvons nous débarrasser immédiatement de son cadavre ; celui-ci se décompose autour de nous, infectant l'air que nous respirons de ses miasmes pestilentiels. Ces produits vénéreux ont eu raison du meilleur artisan de la révolution. Il fallait fournir un travail énorme pour affronter les interventions militaires et politiques de la réaction mondiale et les menées des sectes contre-révolutionnaires, pour briser la terrible étreinte de la famine provoquée par le blocus capitalistes fauteur de disette : Lénine ne pouvait ménager son organisme.

A cela il faut ajouter les coups de revolver de la socialiste-révolutionnaire Dora Kaplan qui ont certainement contribué à abrégé sa vie. Nous efforçant de rester à la hauteur de l'objectivité de notre méthode, nous ne pouvons expliquer que par un phénomène semblable de pathologie sociale certaines attitudes tellement insensées et insultantes qu'elles seraient autrement incompréhensibles. Nous faisons ici allusion à celle des anarchistes italiens qui ont commenté la disparition du plus grand lutteur de la classe révolutionnaire sous le titre : *Deuil ou fête ?* Ces gens appartiennent eux aussi à un passé qui doit disparaître : le futurisme paranoïaque qui les caractérise a toujours été une des manifestations des grandes crises Lénine a fait le sacrifice de lui-même pour lutter contre ces survivances dont il était entouré jusque dans la triple forteresse de la révolution victorieuse. La lutte sera encore longue, mais finalement le prolétariat vaincra, se hissant au-dessus des exhalaisons immondes d'une société de désordre et de servitude et de leur souvenir dégoûtant.

(...)

L'Ukraine, Corée du XXI^e siècle? (fin)

Les deux premières parties de cet article sont parues dans « le prolétaire » n° 547 (déc. 2022/janv.-févr. 2023) et 548 (mars-avril-mai 2023). Bien que nous ayons dû sauter quelques numéros du journal pour publier cette dernière partie, il reste évidemment important de terminer la série. Nous informons aussi nos lecteurs que nous allons, dans les semaines à suivre, publier une brochure réunissant les articles sur la guerre Russo-ukrainienne, parus entre 2022 et début 2024 dans le journal, et sur le site internet comme prises de position ou encore non publiés en français (voir notre annonce page ci-contre).

TANT QUE DURE LA GUERRE

Entre-temps et selon les grands médias eux-mêmes, les sanctions des Américains, des Européens et d'autres alliés semblent ne pas avoir atteint l'objectif prévu ; elles étaient censées faire plier sévèrement l'économie russe en la frappant dans son commerce vital (exportation de gaz, de pétrole et d'autres matières premières) et en bloquant les capitaux russes déposés dans les banques étrangères ; cela aurait dû priver Moscou des capitaux dont elle avait besoin pour soutenir la guerre en Ukraine et ainsi la forcer à négocier la « paix » dans des conditions très défavorables. Selon le *Washington Post*, cité par le *Corriere della sera* du 18 janvier 2023, la Russie, sur la base des affirmations de Poutine, a subi une baisse du PIB de seulement 2,1%, significatif certes, mais beaucoup moins que les 10% ou 15% (voire 20%) prévus par les experts habituels (24). Évidemment, cela ne dépendait pas seu-

lement de la façon dont la Russie a contourné les sanctions euro-américaines (« Toute loi contient le moyen de la contourner », est une devise bourgeoise toujours valable) et de la façon dont elle a absorbé le choc des baisses de commandes de gaz et de pétrole de l'Europe, en se tournant vers les marchés orientaux, en particulier la Chine et l'Inde, qui, naturellement, l'ont acheté en dessous des prix du marché. Le fait est que les sanctions elles-mêmes, surtout du côté européen, bien que « fortes » dans les déclarations officielles, n'ont jamais été aussi fermes et absolues dans la pratique ; et cela dénote, pour la énième fois, la difficulté objective de l'Union européenne à agir comme un « État uni » qu'elle n'est pas, et ne pourra jamais être, tant que vivra le capitalisme. Et même si demain, par une combinaison astrale favorable, les tant fantasmés États-Unis d'Europe étaient réellement formés, ils ne seraient rien de plus qu'une entité unitaire impérialiste opposée frontale-

ment aux autres unités impérialistes déjà existantes : États-Unis d'Amérique, Chine, Russie, Inde. Ils ne garantiraient pas du tout la « paix » dans le monde, mais augmenteraient de manière exponentielle les conflits entre ces unités impérialistes. Par conséquent, les facteurs objectifs d'une troisième guerre mondiale augmenteraient encore.

Toutes les chancelleries prévoient que la guerre russo-ukrainienne durera longtemps, peut-être même au-delà de 2023. Dans cette période, toutes les puissances impérialistes, y compris la Russie, ont l'intention de tirer des leçons, de tester l'efficacité de certains armements, de certains plans stratégiques, d'évaluer dans quelle mesure les technologies satellitaires et l'utilisation de drones contribuent à frapper lourdement l'ennemi et à faciliter les attaques au-delà des lignes ennemies dans une « guerre partisane » qui, dans le cadre où se mène cette guerre, en devient une partie non négligeable.

Dans cette guerre, toutes les chancelleries occidentales se demandent quel rôle réel la Chine joue et jouera. Il est bien connu qu'il existe entre la Russie et la Chine toutes sortes d'accords, tant économiques que politiques, marqués par un conflit avec l'impérialisme américain de nature politique et militaire ; un conflit qui s'est actuellement

manifesté de manière flagrante dans la guerre russo-ukrainienne et plutôt fortement, mais pas au point de se traduire par une confrontation militaire, sur le théâtre indo-pacifique et, plus précisément, à Taïwan. La Chine est trop intéressée à entretenir de bonnes relations commerciales, et donc aussi politiques, avec les États-Unis et l'Europe, car ce sont, en général, des marchés importants pour les exportations de marchandises et de capitaux. Toutefois, le même discours vaut surtout pour les États-Unis et l'Europe, notamment l'Allemagne, qui est le premier pays européen en termes d'import-export avec la Chine. Cela n'efface pas les visées de la Chine sur Formose et, en général, sur l'ensemble de l'Extrême-Orient, qui continuent d'inquiéter sérieusement Washington, Londres, New Delhi, Tokyo et Canberra. Mais en tant qu'impérialiste, la classe bourgeoise dominante de Pékin - même déguisée en « communiste » depuis plus de soixante-dix ans - ne peut qu'avoir un horizon planétaire. Les bonnes relations avec la Russie, surtout en termes d'opposition avec les États-Unis, représentent une fois de plus un point d'avantages dans les conflits inter-impérialistes du monde ; astucieusement, Xi Jinping a critiqué l'invasion russe en Ukraine, en défendant le principe de la « souveraineté nationale » (ce qui est pratique pour justifier la revendication de Taïwan comme faisant partie de la grande nation chinoise), mais ne l'a pas soutenue militairement (le satellite chinois de la Corée du Nord s'en occupe) ; elle a toutefois profité des difficultés économiques russes sur les exportations de gaz et de pétrole, en raison de la poursuite des trains de sanctions euro-américaines, en achetant à prix réduit ce que la Russie ne pouvait plus vendre à l'Europe.

Ainsi, la Chine, grâce à ses relations avec la Russie de Poutine et à son implication non militaire dans la guerre russo-ukrainienne, est considérée par beaucoup comme la puissance qui, une fois la guerre terminée, pourra apporter sa médiation pour des négociations de paix, peut-être lors d'une conférence de paix qui pourrait se tenir à Bali, Davos ou Paris. Rester sur la touche, en attendant la fin de la guerre entre les ennemis, semble être une caractéristique orientale.

Le fait est que Pékin n'a pas non plus intérêt à aller sur le terrain de la guerre ; elle se prépare toutefois à l'éventualité d'une future guerre mondiale contre toute autre puissance impérialiste qui voudrait imposer ses intérêts dans la région indo-pacifique, États-Unis en tête, même si les Américains, tout comme ils n'ont pas l'intention de mourir pour Kiev

aujourd'hui, ne semblent pas avoir l'intention de mourir pour Formose demain.

Ils approvisionneront Formose en dollars et en armements comme ils le font pour Kiev, mais si une guerre éclate avec Pékin, les habitants devront y faire face, seuls, tout comme, aujourd'hui, dans la guerre contre les Russes, les Ukrainiens doivent le faire.

LE CHEMIN ARDU ET DIFFICILE DU PROLETARIAT VERS LA REPRISE DE CLASSE

Le prolétariat de l'Europe occidentale, en soutenant ses propres gouvernements bellicistes contre la Russie, en participant ou en subissant sans la moindre opposition la campagne idéologique et pratique menée par le multinationalisme euro-américain, montre qu'il s'illusionne encore honteusement sur les possibilités des gouvernements impérialistes de ses propres pays, grâce à la guerre en Ukraine (qui est une guerre de brigandage tant du côté russe que du côté euro-américain), de mettre fin aux massacres qui ont lieu « à notre porte » en soumettant le Mal, qui serait représenté par la Russie agressive, aux raisons du Bien, de la coexistence pacifique entre les peuples, qui seraient représentées par ces gouvernements, les « meilleurs messagers de la paix » du monde.

Ces mêmes gouvernements qui ont soutenu les guerres en Bosnie, au Kosovo, en Libye, en Afghanistan, en Irak, en Syrie (pour ne citer que les plus récentes), et qui - au-delà des forces politiques qui les ont guidés et orientés - visent à imposer les raisons de leurs impérialismes respectifs aux nations plus faibles. Ces mêmes gouvernements seraient-ils les « artisans de la paix », les dispensateurs de « civilisation », les garants du « bien-être » et de « l'harmonie » entre les peuples ?

Avec toutes les décennies de massacres de populations sans défense et de guerres de rapine perpétrés sur tous les continents par les puissances impérialistes - démocratiques, surtout - il peut paraître surprenant que la majorité du prolétariat des pays avancés (celui qui, théoriquement, aurait la force potentielle de s'opposer de manière décisive à tout cela) soit forcé, pour la majorité, à une vie misérable en attendant d'être conduit comme des bœufs à l'abattoir. En Europe en particulier, chaque jour, des masses appauvries et désespérées arrivent par milliers, ou tentent d'arriver, par mer et par terre, fuyant les guerres fomentées et menées par les pays démocratiques européens eux-mêmes, fuyant les ravages des guerres d'hier qui s'ajoutent aux ravages des

guerres d'aujourd'hui. Ces masses prolétariennes, sans réserve et sans patrie, à la merci de situations qu'elles ne contrôleront jamais, mais qui sont cyniquement utilisées par des entrepreneurs très civilisés et des États européens pour exploiter leur force de travail et pour faire lourdement du chantage sur les prolétaires autochtones (en leur montrant ce qu'ils risquent de subir s'ils ne se plient pas aux exigences des patrons), démontrent objectivement que le prolétaire, le travailleur salarié, n'a vraiment pas de patrie : la patrie, pour laquelle il est contraint de mourir de fatigue ou sous les bombardements, c'est celle qui suce son sang et sa vie au profit de cette minorité avide de bénéfices et de richesses qui s'appelle la classe bourgeoise dominante ; celle-ci a bien compris que son principal ennemi historique n'est pas la bourgeoisie étrangère avec laquelle elle s'accroche dans la lutte de la concurrence internationale - et contre laquelle elle envoie ses prolétaires à la guerre - mais le prolétariat, la classe des travailleurs salariés - la classe qui, exploitée de façon capitaliste, produit les richesses de tous les pays. La bourgeoisie, propriétaire des moyens de production s'approprie toute la richesse pro-

(Suite en page 16)

A paraître prochainement

**Guerre
russo-ukrainienne**
La guerre russo-ukrainienne, de son déclenchement à la «contre-offensive» de Kiev

Brochure «le prolétaire» n° 39 ;
Mai 2024 ; format A4 ; 80
pages ; prix : 5 € / 10 CHF

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

**Guerre
russo-ukrainienne**

La guerre russo-ukrainienne
de son déclenchement
à la «contre-offensive» de Kiev



Mai 2024

39

L'Ukraine, Corée du XXIe siècle? (fin)

(Suite de la page 15)

duite, obligeant le prolétariat et la société dans son ensemble à dépendre de son pouvoir.

C'est précisément le pouvoir bourgeois, politiquement concentré dans l'État, que la lutte de classe du prolétariat doit avoir comme objectif de renverser. Aucun bourgeois en 1917, en pleine guerre impérialiste mondiale, ne s'attendait à ce que le prolétariat russe ait la force de renverser non seulement le vieux pouvoir tsariste pourri, mais aussi le jeune nouveau pouvoir bourgeois ; aucun bourgeois ne s'attendait à ce que ce prolétariat, bien qu'épuisé et affamé par les conséquences de la guerre, soit capable de s'organiser en une dictature de classe pour diriger l'État, d'organiser l'Armée rouge à partir de rien, de tenir tête à une longue guerre civile contre les gardes blancs entièrement soutenus par les puissances impérialistes qui continuaient malgré tout à se faire la guerre, et d'organiser en même temps la nouvelle Internationale prolétarienne sur les cendres de la vieille Deuxième Internationale social-chauvine et traîtresse, en acceptant le défi au niveau international que les puissances impé-

rialistes avaient lancé contre elle.

Ce ne sont pas les puissances anglo-françaises et américaines qui ont brisé le prolétariat russe dans la guerre civile en Russie, ni la puissante et redoutée armée allemande ; ce sont les poisons opportunistes de la social-démocratie européenne et du nationalisme grand-russe qui ont coupé les jambes du prolétariat russe et, avec lui, du prolétariat de toute l'Europe, à commencer par l'allemand et le hongrois.

Cette leçon de l'histoire et de la lutte du mouvement prolétarien et communiste contre toute puissance impérialiste et contre tout opportunisme a certainement été tirée par Lénine et le parti bolchévique tant que ce dernier a pu résister aux influences délétères et toxiques de l'opportunisme ; et elle a certainement été tirée par le courant de la Gauche communiste d'Italie, dont la continuité théorique et la politique intransigeante ont permis la restauration de la doctrine marxiste et les fondements théorico-politiques de la reconstitution du parti communiste révolutionnaire, le parti de classe qui est l'arme de la victoire du prolétariat international dans la lutte pour son émancipation définitive du capitalisme, d'une société qui ne tient debout qu'en opprimant les classes ouvrières et les peuples du monde entier.

Aussi lointaine dans le temps que puisse paraître la reprise de la lutte de classe et de la lutte révolutionnaire du prolétariat, aussi impossible que soit considérée l'émancipation du prolétariat de la société capitaliste et bourgeoise, aussi morte et défunte pour l'éternité

que soit donnée la révolution prolétarienne de type *bolchévique*, le prolétariat saura encore surprendre les classes bourgeoises du monde entier ; il fera réapparaître à l'horizon le spectre du communisme authentique, du communisme marxiste, dans une lutte sans merci entre les fossoyeurs de la société bourgeoise – les prolétaires révolutionnaires – et les conservateurs bourgeois d'une société pourrie destinée à être enterrée.

Pendant des décennies, les conditions historiques nous ont obligés à lutter uniquement avec les armes de la critique, en attendant que les rapports de force entre les classes changent et ouvrent la voie à la critique des armes.

Sur quoi se fonde notre certitude ? Nous sommes des matérialistes dialectiques et historiques ; nous savons donc que le développement historique des forces productives déterminé par le capitalisme amènera la société au point où les formes sociales avec lesquelles celle-ci continue à les limiter en les forçant périodiquement à s'autodétruire pour pouvoir se renouveler ensuite, ne seront plus capables de contenir leur force explosive.

Alors ce sera, au niveau international, la guerre ou la révolution, la dictature de l'impérialisme ou la dictature du prolétariat.

19/01/2023

(24) Cf *Corriere della sera*, 18 janvier 2023, F. Rampini : *L'economia russa non è crollata: è la rivincita di Putin sulle sanzioni ?*

Lettre d'Italie

Dans la société du capital, le travail est une condamnation à mort pour les prolétaires ! Ce n'est que sur le terrain de la défense exclusive des intérêts ouvriers immédiats de classe que l'on peut s'opposer au massacre continu sur les lieux de travail !

Le bulletin de guerre sur les accidents et les morts au travail en Italie, que les institutions bourgeoises établissent chaque mois, raconte toujours la même histoire : les gens meurent au travail : Et qui meurt ? À 99 %, ce sont les ouvriers.

En 2023, selon l'INAIL (Institut national d'assurance contre les accidents du travail), qui ne considère dans ses calculs que les travailleurs assurés, il y a eu 1 041 morts au travail ; selon la recherche la plus précise de l'Observatoire de Bologne de l'ex-ouvrier Carlo Soricelli (<https://cadutisullavoro.blogspot.com/>), qui tient également compte des morts des travailleurs illégaux et des immigrés que le gouvernement aime ap-

peler « clandestins » et qui recueille les nouvelles des journaux locaux de toute l'Italie, ce serait 1 485 morts : plus de 4 morts par jour :

C'est la norme depuis des décennies : on oscille toujours entre 3 et 4 morts au travail par jour : Et les secteurs où l'on meurt le plus sont toujours les mêmes : la construction et l'agriculture, où il y a une présence massive de travail au noir et de main-d'œuvre immigrée.

Quelle a été et quelle est la réponse des syndicats, à commencer par la CGIL ? Il faut augmenter les contrôles de sécurité au travail et diminuer la sous-traitance. Y a-t-il déjà eu une grève générale contre les morts au travail impliquant les ouvriers de tous les sec-

teurs, et pas seulement les secteurs les plus touchés ? Jamais : Mais toujours, de la part des gouvernements, des associations patronales, des partis parlementaires, des syndicats collaborationnistes, il n'y a eu que des promesses d'action pour qu'il n'y ait plus de morts au travail ? Inutile de dire que ces promesses n'ont jamais trouvé de résultat concret :

Hier, 16 février, à 8h45, sur le chantier de la zone de Rifredi/Novoli à Florence, où se construit un maxi-supermarché Esselunga de plusieurs étages, un drame s'est produit : alors qu'une pompe achemine le béton de la bétonnière vers les étages les plus élevés de la structure grâce à un long bras mécanique, une

poutre en béton de 20 mètres de long située au quatrième étage cède et s'effondre, écrasant tout ce qui se trouve en dessous jusqu'au sol, détruisant les préfabriqués situés en contrebas et s'abattant sur les ouvriers qui y travaillent : jusqu'à maintenant, quatre personnes ont été retrouvées mortes, une est disparue (pour laquelle il n'y a plus d'espoir à l'heure actuelle), deux sont gravement blessées et une légèrement blessée.

Le chantier appartient à La Villata Spa (dont le président est Angelino Alfano, ex-ministre de la justice du gouvernement Berlusconi IV, ex-ministre de l'intérieur des gouvernements Letta et Renzi, ex-ministre des affaires étrangères du gouvernement Gentiloni), propriété des Caprotti, patrons d'Esselunga, qui a confié les travaux à Attività Edilizie Pavesi, la même entreprise de construction qui, en février 2023, à San Benigno di Genova, a été responsable d'un double accident, toujours sur un chantier d'Esselunga, lorsqu'une rampe de parking s'est effondrée, blessant trois ouvriers, et quelques semaines plus tard, une conduite de gaz a été endommagée au cours d'une excavation, nécessitant l'intervention rapide des pompiers. Quelques mois plus tard, en avril, toujours à San Benigno, un ouvrier est renversé par un grand portail et hospitalisé d'urgence pour des blessures à la tête (l'ASL – Autorité sanitaire locale – avait mis la zone sous séquestre, le procès est toujours en cours, mais le supermarché a tout de même été ouvert en mai :).

Ce qui est devenu une constante, surtout sur les grands chantiers, c'est l'attribution des travaux de construction à une série interminable et en cascade de contrats et de sous-contrats. D'après les comptes-rendus du chantier de Florence, il y a au moins 34 entreprises de sous-traitance, et généralement le plus grand nombre de victimes se trouve parmi les travailleurs des sous-traitants de troisième niveau.

Ce système a été inventé – et bien sûr encadré par des lois ad hoc – pour limiter les coûts, en commençant par la société commanditaire – dans ce cas Esselunga – ce qui signifie que chaque entrepreneur et sous-traitant soumettent des offres au plus bas pour gagner leur « compétition » avec les autres entreprises : ce qui, à son tour, signifie moins de sécurité au travail, salaires plus bas, travail au noir, esclavagisme salarié, économies sur les matériaux utilisés pour les préfabriqués, sur l'équipement, etc., etc. Comment s'étonner que des « accidents » se produisent ? En réalité, les décennies d'accidents du travail montrent

qu'ils sont toujours prédits, comme sont prédits leur cortège de blessés et de décès : il y a toujours beaucoup plus de prolétaires dans des conditions désespérées et à la recherche d'un emploi qu'actuellement nécessaires... Quand un travailleur meurt, il y en a toujours un autre pour le remplacer : les patrons ne le disent jamais, mais c'est exactement ce qu'ils font.

À quoi servent les travailleurs si ce n'est à risquer leur vie pour une bouchée de pain afin d'engraisser le portefeuille des patrons ? La classe patronale pense toujours en ces termes, même si elle se gargarise des droits et de la dignité des travailleurs.

La dignité des travailleurs ne sera jamais assurée par les patrons, comme leur vie ne sera jamais assurée. Pour défendre leur vie et leur survie, les travailleurs doivent d'abord lutter contre la concurrence entre eux, systématiquement entretenue par la bourgeoisie. La vie des travailleurs n'est sauvée ni s'ils sont payés plus que les autres, ni s'ils sont payés moins que les autres ; si un entrepôt brûle, si un train écrase des travailleurs sur les voies, si une usine chimique explose, si un travailleur est renversé sur le chemin du travail ou sur le chemin du retour, peu importe qu'il soit chef, ouvrier ou immigré : comme à la guerre, la mort au travail ne regarde personne en face. C'est l'exploitation du travail salarié qui est à la base de l'insécurité de la vie prolétarienne, à la base de la précarité constante du travail et donc des salaires : les capitalistes n'ont pas seulement entre les mains la possibilité de donner ou de ne pas donner du travail aux ouvriers, ils ont entre les mains leur vie, qu'ils travaillent ou qu'ils soient au chômage, qu'ils soient « italiens » ou « immigrés ».

La lutte des ouvriers doit mettre la défense de leur vie au premier plan, et elle ne peut le faire en se leurrant sur les belles paroles des syndicats collaborationnistes face à chaque mort au travail, et pire encore sur celles des politiciens vendus au maintien d'un régime politique et économique qui tue démocratiquement ses esclaves salariés. La lutte des travailleurs doit se recentrer non seulement sur l'augmentation des salaires et la réduction de la journée de travail, mais aussi sur la sécurité au poste de travail. Et ce ne sera jamais la grève de deux heures à la fin d'une équipe qui fera peur aux patrons ; si elle se limite alors à l'entreprise où les décès ont eu lieu ou au secteur auquel cette entreprise appartient, elle ne les fera que rire. La solidarité de la classe ouvrière n'est forte que si elle va au-delà de toutes les limites et barrières que la bourgeoisie a érigées pour

mieux contrôler la force de travail qu'elle exploite. Tant que les patrons n'auront pas peur de la réponse prolétarienne à leur arrogance, à leurs faits et gestes au fil de leurs affaires, tant que les patrons pourront compter sur le pompiérisme des syndicalistes collaborationnistes et des politiciens vendus aux capitalistes les mieux payant, les prolétaires continueront à subir toutes les pires conséquences du régime capitaliste et bourgeois, en temps de paix comme de guerre.

La renaissance du mouvement de classe du prolétariat, qui seul qui défendra efficacement les intérêts prolétaires dans le présent et l'avenir, ne passe pas par des lois bourgeoises, par des réformes de telle ou telle loi, par des ergotages au seul profit des avocats, et par de prétendues batailles parlementaires et électorales : elle passe par la lutte classiste, la lutte dans laquelle les prolétaires se battent pour la défense exclusive de leurs propres intérêts de classe, contre tout partage, toute cohésion, toute participation qui verrait sur le même front les prolétaires et les bourgeois, grands ou petits. Les prolétaires victimes d'accidents et de morts au travail n'ont pas été malchanceux, ils ont simplement été sacrifiés par la bourgeoisie sur l'autel de ses profits !

17/02/2024

Programme communiste

Revue théorique
du parti communiste international

No 107 (Mars 2024)

- Quarante ans de reconstitution du parti de classe
- Ukraine: Une guerre qui continue de préparer le terrain pour de futures guerres en Europe et dans le monde
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Deuxième partie. Parti prolétarien de classe et attente de la révolution double (Fin)
- La guerre d'Espagne (3). La question de la terre dans le cadre de la lutte de classe du prolétariat espagnol
- Le 14 mars 1883 mourait Karl Marx
- En défense du marxisme. Notes de lecture, Christophe Darmangeat. Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était. Aux origines de l'oppression des femmes
- Ciao Turi. (Annexe : notes sur le groupe d'Alger du parti)
- Errata sur le taux de profit de l'article « Petit dictionnaire marxiste » paru sur le n° 106

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA +
Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 /
Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

Le 24 janvier, grève générale en Argentine

Le mercredi 24 janvier, une grève générale aura lieu en Argentine, à l'appel des principaux syndicats et courants syndicaux du pays, de l'opposition péroniste et de l'extrême gauche parlementaire, ainsi que d'innombrables organisations sociales, de piqueteros, etc. L'objectif de cette manifestation est d'éviter que la loi «omnibus» proposée par le gouvernement du nouvel élu Milei, ne passe par le parlement et la magistrature et ainsi ne devienne réalité.

Après la victoire du candidat histrionique à la fin de l'année dernière, l'Argentine semble être au centre de toutes les attentions. Face à une crise économique dont la principale caractéristique est une inflation galopante (mais qui n'est pas si étrange dans un pays avec ses mécanismes économiques particuliers) et au ton belliqueux avec lequel le parti *La Libertad Avanza* est arrivé au pouvoir, on attend de toutes parts le résultat des mesures qui sont en train d'être mises en œuvre. Mais, au-delà du cirque médiatique qui pourrait être généré par les vociférations du nouveau président, la réalité c'est qu'un ajustement économique traditionnel se prépare en Argentine, selon les schémas de base qui ont été observés dans tous les cas de ce genre au cours des dernières années. Dévaluation de la monnaie pour limiter la croissance des salaires, sauvetage de la dette privée, protection des secteurs d'exportation du pays, etc., etc. Rien que l'on n'ait déjà vu dans d'autres pays qui, comme l'Argentine, ont reçu l'aide des institutions financières internationales et sont contraints de la rembourser en pleine période de turbulences. Sur ce point, il ne faut pas se leurrer : le «libertarisme» de Milei, les attaques contre la «caste», les appels à en finir avec la Banque Centrale, sont autant de tapages qui masquent la réalité : c'est la classe prolétarienne qui paiera l'ajustement, et elle le fera, comme toujours, en voyant ses conditions de vie et de lutte se dégrader à l'extrême et indéfiniment.

La loi «omnibus», contre laquelle la grève est déclenchée, touche à des questions aussi diverses que les salaires, la réglementation de l'espace aérien ou la propriété des biens des clubs de football. Il s'agit d'une sorte de tir à bout portant, avec toutes les forces disponibles en ce moment, qui tente d'exploiter l'instant d'euphorie et de force qui a suivi les élections pour imposer les mesures anti-crise le plus rapidement possible. Apparemment, la précipitation dans la planification de la ré-

forme législative a fait que la Constitution elle-même pouvait être violée, ce qui a conduit la magistrature à bloquer son application. Face à cette paralysie, le parti traditionnel de droite - qui a donné forme et structure à Milei après avoir remporté par surprise le premier tour des élections et grâce auquel la classe bourgeoise argentine, initialement réticente à porter au pouvoir le nouveau président, a placé ses principaux représentants au gouvernement - s'est montré disposé à accepter certaines réformes du texte «omnibus», à en adoucir certains points, etc. Pour eux, pour la classe sociale qu'ils représentent et qui voit dans des personnes comme des Macri ou Bullrich la seule alternative à la pourriture absolue qui domine le péronisme, il ne s'agit pas de faire une révolution : il suffit de savoir utiliser l'ivresse démocratique qui a porté au pouvoir un énième gouvernement populiste pour mettre en œuvre ce qui a été son programme habituel de réformes depuis 50 ans.

Pour la gauche traditionnelle, pour les différents courants péronistes et pour le grand syndicat CGT, la paralysie de la loi a été l'excuse parfaite pour faire des compromis avec le gouvernement. Pour commencer, ils ont appelé à une grève générale pour le 24 janvier ! Un mois après l'approbation du décret «omnibus», donnant ainsi la garantie que la mobilisation n'avait pour but que de cacher la manœuvre, de justifier une opposition plus fictive que réelle et finalement soumise aux exigences de la bourgeoisie. Et, pour continuer, ils fondent tout le rejet de la loi sur ses vices de forme, son éventuelle inconstitutionnalité, etc. C'est-à-dire qu'ils laissent à la magistrature le soin de l'appliquer au moins dans ses parties légales.

Enfin, l'extrême gauche parlementaire, d'obédience trotskiste et représentée par le Front de la Gauche et des Travailleurs (coalition électorale formée par le Parti Socialiste des Travailleurs - auquel est lié le groupe français révolution Permanente -, le Parti Ouvrier et la Gauche Socialiste), se place, comme d'habitude, derrière le péronisme et la CGT, et se bornent à leur demander qu'ils forment une «véritable opposition» à Milei, qu'ils mènent des grèves et des protestations, qu'ils poursuivent des voies légalistes, etc. Au cours des vingt dernières années, le trotskisme a montré, en Argentine, son immense capacité... à détourner les prolétaires des véritables objectifs, méthodes et moyens de la lutte de classe. Ils n'en feront pas moins aujourd'hui.

Mais la réalité est sanglante pour le prolétariat argentin. La paralysie temporaire de la loi semble n'être qu'une manœuvre dilatoire pour éviter un affrontement trop brusque entre le nouveau gouvernement et la classe ouvrière affectée par ses mesures. La bourgeoisie, à travers son Etat, qui comprend à la fois le gouvernement, la magistrature et le parlement où l'opposition est présente, tente d'atteindre un point d'équilibre où son programme sera imposé avec force mais où seront limées les mesures les plus saillantes, essayant ainsi de limiter la défiance des prolétaires envers l'Etat lui-même et d'atténuer leur protestation, que l'opposition péroniste et trotskiste peut toujours renvoyer vers un nouveau défi électoral, une nouvelle supplique légaliste, etc.

Sans aucun doute, les mesures exigées par la bourgeoisie argentine et internationale seront imposées. Il n'y a pas d'opposition, ni au parlement ni devant les tribunaux : tous les partis bourgeois savent qu'elles sont indispensables pour éviter que la crise économique ne se répercute durablement sur leurs profits, et l'extrême gauche ne sera pas en mesure de rompre avec eux. L'épais réseau de syndicats et d'associations sociales contrôlé par le péronisme et le trotskisme n'engagera pas une véritable bataille contre les mesures anti-ouvrières du gouvernement : en Argentine, plus que dans tout autre pays d'Amérique latine, le syndicalisme de concertation, qui a pour bannière la solidarité interclassiste sous la protection de l'Etat bourgeois, paralyse le prolétariat par sa fonction de garant la paix sociale en échange d'une participation au développement des politiques sociales, à la distribution

Soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «**le prolétaire**» Journal bimestriel
- «**Programme comunista**» : Revue théorique en français
- «**il comunista**» : Journal bimestriel en italien
- «**el proletario**» : Journal en espagnol
- «**el programa comunista**» : Revue théorique en espagnol
- «**Suplemento Venezuela**» al «programa comunista»
- «**Proletarian**» : Supplément en anglais au «prolétaire»
- «**Communist Program**» : Revue théorique en anglais.

des prestations, etc.

Dans cette situation, les prolétaires doivent se préparer à une longue période de sacrifices et de revendications. Leur seule alternative est de sortir de la léthargie et de s'engager dans la bataille sur le terrain de la défense immédiate de leurs conditions d'existence. Ils ne peuvent rien attendre de l'opposition de «gauche» ni des grandes organisations syndicales qui font le jeu de leur ennemi de classe, mais au moment critique, lors-

qu'il s'agira d'appliquer la législation anti-ouvrière que la bourgeoisie exige par l'intermédiaire de Milei, ils disposeront encore de la force de classe potentielle sur les lieux de travail, dans les entreprises et dans les quartiers prolétaires. Même lorsque toute la force de l'ennemi, ouverte comme souterraine, vise à leur faire accepter leur misère, ils peuvent néanmoins y faire face grâce à la lutte quotidienne de résistance contre l'application de chacune des mesu-

res contenues dans le décret.

Pour la défense intransigeante des conditions de vie et de lutte du prolétariat !

Pour la création d'organisations de résistance économique capables de faire face à l'offensive de la classe bourgeoise !

Pour le retour de la lutte des classes !

22/01/2024

Grève de la Fonction Publique au Québec

Il y a eu à la fin de l'année 2023 une lutte d'envergure dans la fonction publique québécoise. Une lutte qui, par sa combativité et son ampleur, rappelait au moins en partie la grande lutte du « Front Commun » de 1972. La plupart des prolétaires du secteur public provincial se sont trouvés simultanément sans contrat de travail. Les grandes centrales syndicales québécoises – la Centrale des Syndicats Nationaux (CSN) (1), la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ) (2) et la Centrale des Syndicats du Québec (CSQ) (3) – ont formé un Front Commun intersyndical afin de faire pression sur le gouvernement provincial pour renouveler les conventions collectives de plus d'un demi-million de prolétaires. Deux autres syndicats de prolétaires des services publics ont participé à la lutte sans être membres du Front Commun. Il s'agit de la Fédération Interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) (4) ainsi que de la Fédération Autonome de l'Enseignement (FAE) (5).

Au début novembre, le Front Commun a entamé une escalade des moyens de pression selon l'expression syndicale consacrée, c'est-à-dire que le mouvement a commencé par une journée de grève le 6 novembre. Environ un mois plus tard, le Front Commun reprend la grève pour quelques jours consécutifs, en faisant miroiter que la grève générale était un moyen disponible, mais seulement en cas de dernier recours, bien sûr. La tactique syndicale de l'escalade des moyens de pression revient donc invariablement à faire miroiter des moyens de pression plus radicaux, telle la grève générale, pendant qu'on essouffle en parallèle la combativité ouvrière dans une série de petits combats isolés et sans impact politique.

La FAE a quant à elle décidé de faire cavalier seul en se mettant en grève générale illimitée dès la fin du mois de novembre. Ce fait seul exprime une certaine hausse de la combativité ouvrière. Mais, de toute évidence, la FAE ne

s'attendait pas sérieusement à ce que ses membres poussent aussi massivement vers la grève générale. Elle a été prise de court et toute sa stratégie subséquente a été d'essayer de réparer les pots cassés en désaffûtant toujours davantage la lame d'une grève générale dont elle ne voulait manifestement pas. Néanmoins, en décembre 2023, les prolétaires des services publics étaient dans la situation suivante : alors que dans l'ensemble, les travailleurs de l'État étaient combatifs comme ils ne l'ont pas souvent été ces dernières décennies, un petit syndicat était – complètement seul – en grève générale illimitée et l'ensemble du Front Commun s'en tenait à des journées de grèves isolées et inoffensives.

Le cas des travailleuses de la santé, surtout les infirmières, est tout à fait symptomatique du collaborationnisme syndical. À cause d'une loi sur le maintien des services essentiels, elles n'ont à toute fin pratique pas le droit de faire la grève. Par respect pour l'ordre social, les syndicats les obligeaient à faire des grèves rotatives inefficaces et démobilisatrices puisqu'elles devaient souvent reprendre par la suite tout le travail perdu pendant la période chômée en travaillant alors davantage en intensité durant le reste du quart de travail. La grève, dans ce cas, au lieu d'être un moment propice à la lutte collective et à la politisation, devient au final un fardeau qui accable les prolétaires de davantage de travail.

Comme il s'agissait de prolétaires travaillant tous directement ou indirectement pour les services publics (éducation, hôpitaux, ouvriers et employés divers, etc.), les syndicats et les partis réformistes mettaient bien entendu de l'avant des revendications pour la défense des services publics en soi : éducation publique de qualité, soins de santé universels et gratuits, etc. Les prolétaires ne devaient pas tomber dans ce piège qui n'est en somme que la promotion d'une version « de gauche » de l'économie capitaliste nationale et de

l'État bourgeois. Ils devaient centrer leur lutte sur la défense et même l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie. En effet, une grève doit se mener selon ses propres intérêts, c'est-à-dire selon les intérêts de l'ensemble des prolétaires, et non pas selon l'humeur de « l'opinion publique », encore moins selon l'intérêt de la nation.

Évidemment, avoir accès à une éducation de base gratuite et à des soins de santé universels, entre autres choses, sont des revendications qui intéressent grandement le prolétariat en ce qu'elles ont un effet très direct sur ses conditions de vie. Elles peuvent donc faire partie dans certaines limites bien précises des revendications de classe. Mais, il existe un monde entre la conception de la gratuité des services publics présentée comme étant un moyen de réformer et ainsi pérenniser la société capitaliste et la revendication en faveur de la gratuité des services publics face au caractère insoutenable pour le prolétariat de la société capitaliste et démontrant ainsi la nécessité de la transformer de fond en comble. La première exprime l'influence du pacifisme bourgeois au milieu ouvrier – incarné en particulier par les syndicats – mettant de l'avant une perspective nettement interclassiste (« des services de qualités pour tous ») alors que la deuxième exprime la perspective prolétarienne : la lutte de classes.

Le mouvement s'est rapidement essouffé durant la période des fêtes. En effet, un des syndicats faisant partie du Front Commun a rapidement signé une première entente de principe avec le gouvernement, le Front Commun pliant tout aussi rapidement bagage sans avoir vraiment lutté, mais coupant dès lors l'herbe sous les pieds des prolétaires de la FAE qui, eux, étaient toujours en grève générale. La FAE a emboîté le pas à son tour avec une entente de principe, prenant acte du changement de rapport de force concret entre les travailleurs et le gouvernement. Mais entretemps, la direction de la FAE est sortie publiquement en affirmant – alors que l'entente de principe n'était pas encore acceptée

(Suite en page 20)

Grève de la Fonction Publique au Québec

(Suite de la page 19)

par ses membres – que le moyen de pression de la grève générale allait cesser immédiatement, mettant les prolétaires devant le fait accompli : la grève est bel et bien terminée.

Cela s'est traduit par un dilemme très dur pour les prolétaires de la FAE : se résigner à refuser l'entente de principe tout en sachant qu'il n'y a virtuellement plus de moyens de lutte immédiats à leur disposition – la grève venant tout juste d'être bureaucratiquement cassée – ou bien accepter l'entente de principe par résignation et par découragement après avoir déjà fait le sacrifice d'un mois de salaire. Entre deux formes de résignation, c'est la deuxième qui a pris finalement le dessus, de très peu. La lutte du Front Commun aura donc eu comme gain global pour les prolétaires du secteur public des hausses de salaire qui suivent de très près le taux d'inflation. En ce qui concerne tout le reste des revendications des prolétaires qui avaient trait aux conditions de travail (heures supplémentaires obligatoires pour les infirmières, quantité d'élèves par classe pour les profs, la fameuse « flexibilité » exigée par le patronat, etc.), c'est au mieux le statu quo, au pire un recul.

Dans la *Manifeste* (6), Marx et Engels affirment que la véritable victoire d'une grève – en plus des gains et améliorations partiels qui, même si souvent fragiles, peuvent représenter un véritable soulagement pour les prolétaires en lutte – est l'unification et la solidarité toujours croissante du prolétariat, donnant ainsi des forces à une classe qui commence de plus en plus à se concevoir comme étant porteuse d'un but politique qui, bien que basé sur des intérêts économiques immédiats, tend finalement à les intégrer tous pour les dépasser dans une lutte contre la bourgeoisie et son État. Force est de constater que dans le cas de cette grève, le bilan politique pour les prolétaires n'est que sentiment de défaite, amertume, résignation, impuissance, désunion. Seuls les syndicats collaborationnistes peuvent croire à la victoire puisqu'en effet leur victoire est dialectiquement la défaite des prolétaires.

Près d'un mois après la fin de la grève, le Premier-Ministre du Québec, François Legault, annonçait publiquement que le prochain budget du gouvernement serait déficitaire. Legault est pourtant un apôtre du dogme très populaire pour la bourgeoisie québécoise du « déficit zéro », dogme légitimant toutes les coupes dans les programmes

sociaux, l'austérité et les baisses de salaires des dernières décennies dont ont souffert les prolétaires du Québec. Mais ce manquement aux principes sacro-saints de la saine gouvernance capitaliste n'est pas de sa faute. Selon le comité de gestion de la bourgeoisie québécoise, les finances de l'État québécois seront déficitaires en raison des demandes jugées déraisonnables des prolétaires « bébés gâtés » du secteur public. L'effet désiré par le gouvernement est d'exciter contre le prolétariat les secteurs de la petite-bourgeoisie déjà largement pro-gouvernementale, mais surtout de mettre en opposition les travailleurs du secteur public fausement considérés comme étant « choyés » et le reste des travailleurs du secteur privé.

Le gouvernement Legault a d'ailleurs été particulièrement méprisant lors de la grève. Legault lui-même fit une sortie médiatique absolument pathétique, intimant les profs à arrêter leur grève « pour le bien des enfants ». Comme si le bien des enfants était vraiment une préoccupation de ce gouvernement qui pressurise systématiquement les prolétaires, y compris les travailleuses du secteur de l'éducation qui exercent leur profession dans des conditions très difficiles, pour faciliter des profits mirobolants pour la bourgeoisie. Conditions de travail qui ont d'ailleurs nécessairement un impact réel sur les conditions d'apprentissage et de socialisation des enfants du prolétariat – population largement majoritaire dans les écoles publiques sous-financées du Québec – enfants pour lesquels le gouvernement se découvre soudainement une empathie bien hypocrite... qui n'est qu'un rideau de fumée pour servir sa vile propagande anti-grève et anti-prolétaire.

Les larmes de crocodile de Legault ne font que démontrer concrètement la haine de classe qui meut ce gouvernement. Il est à abattre, comme tous les États bourgeois par ailleurs : les prolétaires devront s'en souvenir au Québec comme partout.

(1) Ancien syndicat catholique qui a été sécularisé dans les années 1960. Équivaut donc en quelque sorte à la CFDT en France.

(2) Il s'agit du pendant québécois de l'AFL-CIO américain.

(3) Centrale syndicale qui a elle aussi une origine catholique, mais qui est particulièrement présente dans le secteur de l'éducation.

(4) Syndicats regroupant majoritairement des infirmières et d'autres corps de métiers du secteur de la santé.

(5) Syndicat qui est à l'origine une scission de la CSQ et qui regroupe des enseignants et enseignantes du niveau primaire et secondaire.

(6) De temps à autres, les travailleurs sont victorieux, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union de plus en plus étendue des travailleurs. » Karl Marx, « Le manifeste communiste », in *Œuvres tome I : Économie*, Bibliothèque de la Pléiade, 1965, p. 170.



Visitez notre site internet:
<https://www.pcint.org>

Correspondance :

Pour la France : Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse en France.

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Deuxième liste 2024

Aix: 40,00 / Alain: 50,00 / Alès: 400,00 / Claude: 7,50 / Daniel: 588,50 / Emmanuelle: 16,50 / François: 8,50 / Paris: 800,00 / Valence: 700,00 / Victor: 40,00

Total liste : 2650,50
Total général : 3450,50

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 FS / £ 15.

«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 20 € / 50 FS / £ 12.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

«Communist Program», le numéro: £ 4 / 4 € / 8 FS / USA et CDN: US \$ 3

«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 FS / USA et CDN: US \$ 2